

DE  
**L'ÉVOLUTION JURIDIQUE**  
DU  
**DÉLIT DE CHANTAGE**

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le jeudi 4 juin 1914, à 1 h. 1/2*

PAR

**Michel MENARD**

Licencié ès lettres  
Avocat à la Cour d'appel

---

*Président :* M. LE POITTEVIN, *professeur*  
*Suffragants* { MM. GARÇON, *professeur*  
TISSIER, *professeur*



PARIS

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES  
**MARCEL RIVIÈRE & C<sup>ie</sup>**

31, rue Jacob et rue Saint-Benoît, 1

1914



THÈSE  
POUR  
LE DOCTORAT

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*

DE  
**L'ÉVOLUTION JURIDIQUE**

DU  
**DÉLIT DE CHANTAGE**

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le jeudi 4 juin 1914, à 1 h. 1/2*

PAR

**Michel MENARD**

Licencié ès lettres  
Avocat à la Cour d'appel

---



Président : M. LE POITTEVIN, *professeur*  
Suffragants { MM. GARÇON, *professeur*  
                  TISSIER, *professeur*



PARIS

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES

**MARCEL RIVIÈRE & C<sup>ie</sup>**

31, rue Jacob et rue Saint-Benoît, 1

—  
1914



## INTRODUCTION

---

Les auteurs s'accordent généralement à dire que le chantage est un délit tout moderne. La raison en est pour eux dans le développement de la Presse et dans la corruption de notre société. Lors de la discussion de la loi du 13 mai 1863 qui réprime actuellement encore en France le chantage, M. de Cordoën, commissaire du gouvernement disait : « A des délits nouveaux, il faut des dispositions nouvelles et une répression nouvelle. Les délits qui ont leur source dans la violence diminuent avec les progrès de la civilisation, mais, par une regrettable et triste compensation, les délits qui ont leur origine et leurs moyens dans la fourberie et dans la ruse, augmentent avec les progrès de la civilisation et des sociétés modernes. Le mal a aussi ses progrès » (1).

Nous ne croyons pas qu'un acte aussi simple que le chantage, ou menace de révéler un fait qui peut nuire à autrui, ne se soit produit que dans notre société. « Les inventions des hommes vont avançant

---

1. *Moniteur*, 15 avril 1863, p. 567, col. III.

de siècle en siècle, la bonté et la malice du monde en général reste la même » a dit Condorcet. Posséder un secret est une force, une faculté de nuire » pour nous servir du vocabulaire de M. Le Dantec.

Or, « les hommes passent leur vie à se nuire les uns aux autres. La vie des sociétés est une lutte perpétuelle et universelle (1). » La paix sociale est un équilibre de « facultés de nuire ». Nous croyons que l'exercice du chantage doit être aussi ancien que le droit du plus rusé succédant au droit, plus ancien encore, du plus fort.

Au collège, le vilain rapporteur, pour obtenir les billes de son petit camarade, le menace de le dénoncer au maître d'école. Telle est l'origine du chantage parmi nous. Si ce que dit Aug. Comte est vrai et si notre vie reproduit en raccourci les époques de l'humanité, notre collégien donne un démenti à Garraud, et témoigne de l'ancienneté du chantage.

Nous avons, dans cette étude, essayé de montrer par quelques exemples que le chantage, pas plus que la corruption, n'est un privilège de notre société. Rien de nouveau sous le soleil, nos vices mêmes ne nous appartiennent pas en propre.

Une société est organisée comme un corps vivant. Un seul os suffisait à Cuvier pour reconstituer l'ani-

---

1. Planiol, *Bulletin de la Société d'études législatives*, année 1905, n° 4, p. 324. Citation empruntée à l'ouvrage de M. G. Bonhomme : du *Chantage* (Burdin, Angers).

mal de la préhistoire dont la descendance même s'était éteinte. La forme de l'espèce s'imprime dans chacune des parties de l'individu. Ainsi, en étudiant le chantage, on devra voir chaque société imprimant au chantage sa forme caractéristique.

Notre étude historique s'est limitée à deux époques : l'époque romaine et la fin de notre xvii<sup>e</sup> siècle.

Cette étude terminée, une question un peu technique devait se poser. Le chantage n'est, en France, législativement prévu que depuis 1863 ; des cas de chantage ont cependant été réprimés avant cette date. Nous avons essayé de montrer comment se fait une jurisprudence. La manière dont le juge peut solliciter un texte pénal, le point où il doit s'arrêter, les différentes voies qu'il essaie de prendre, comment et pourquoi il rebrousse chemin.

Nous avons exposé dans quelles conditions la loi de 1863 fut votée. Le législateur croyait qu'elle ne devait s'appliquer que fort rarement.

L'expérience montra le contraire. Nous avons analysé la manière dont la jurisprudence applique cette loi.

Nous terminons par un rapide exposé des modifications proposées à la loi actuelle. Nous nous demandons enfin quelle peut être à notre époque la caractéristique nouvelle du délit ancien et la raison de l'intérêt particulier que notre société semble apporter à la répression de ce délit.



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

DE  
L'ÉVOLUTION JURIDIQUE  
DU  
DÉLIT DE CHANTAGE

---

CHAPITRE PREMIER

---

LE CHANTAGE A ROME

La répression d'une menace de révélations diffamatoires ne peut se concevoir que dans une société où la science juridique est très avancée. Le chantage doit exister dans les mœurs bien longtemps avant que les jurisconsultes puissent seulement avoir l'idée de le constituer en délit. Il faut, en effet, pour envisager la répression du chantage, que l'on considère déjà comme délits et la diffamation et certaines menaces. Le délit de chantage ne peut pas précéder le délit de diffamation. Il est en effet impossible, dans une société primitive, de réprimer la menace d'un acte qui, s'il était accompli, ne serait pas condamnable.

D'autre part, le chantage étant une menace de révélations est à la fois moins dangereux pour la

société et plus difficile à définir que certaines autres menaces : la menace de mort par exemple. La répression du chantage ne peut pas précéder celle de ces menaces.

La diffamation et les menaces sont des délits simples, si on les compare au chantage. Ils sont pourtant eux-mêmes tard venus dans la série des délits. En effet, réprimer la menace d'un crime quel qu'il soit, réprimer même une diffamation dans quelque circonstances qu'elle se produise, n'est pas le fait d'une législation primitive comme l'était la législation romaine par exemple, à l'époque où elle consacrait, pour les créanciers, le droit de se partager le corps du débiteur insolvable. Chez les peuples primitifs il n'y a préjudice, c'est-à-dire source de droit à une action, qu'au cas où il y a pour la victime, soit lésion matérielle : blessure ; soit appauvrissement du patrimoine : vol.

La société commence par assurer la protection de la personne, continue par assurer la protection des biens.

L'homicide et les coups et blessures, d'une part, le vol, d'autre part, voilà les deux seuls types de délit que connaissent les sociétés primitives.

Le préjudice que causent ces délits peut en effet se voir, se toucher pour ainsi dire du doigt. Le préjudice que peut au contraire causer une diffamation

ou une menace, n'a rien de matériel, il n'est pas pris en considération.

Il paraît donc difficile, dans ces conditions, de rien trouver sur la diffamation dans le très ancien droit romain. Pourtant une disposition des Douze Tables punit de mort le fait d'*occentare sive carmen condere*.

L'on admet généralement qu'il s'agirait : 1° de sortilèges ; 2° de poésies ou chansons injurieuses soit écrites, soit verbales. Si cette interprétation était exacte, il faudrait trouver dans la loi des Douze Tables la première disposition réprimant la diffamation, ce qui infirmerait ce que nous venons de dire. Il est probable que l'interprétation courante est erronée.

M. Esmein et M. Huvelin estiment, avec plus de sens à notre avis, qu'il s'agit dans les deux cas visés par le texte, de sortilèges (1). La loi des Douze Tables ne punit pas de mort quiconque aura chanssonné son prochain, mais quiconque lui aura jeté un sort. Elle ne réprime ainsi, ni une diffamation, ni même une menace. *Occentare* c'est prononcer les paroles magiques, c'est donc consommer le crime. La conjuration peut tarder à avoir son effet, mais le retard vient des dieux, non de l'homme.

---

1. Huvelin, *De la notion d'injuria dans le très ancien droit romain*, p. 19.

Dans le cas qui nous occupe, la loi des Douze Tables fait toutefois exception au matérialisme des législations primitives en réprimant un fait qui n'est pas purement matériel, dont les conséquences préjudiciables ne sont pas réalisées et à la rigueur pourraient ne pas se réaliser. C'est qu'il s'agissait d'un acte particulièrement grave. Nul n'était à l'abri de l'*occenatio*. Nous réprimons de même, par des lois spéciales, la menace d'incendie ou d'attentat anarchiste : la peur est une grande innovatrice en législation pénale.

Il est probable que sous la menace d'*occenatio* bien des gens ont dû être amenés à composition. Le premier maître chanteur fut sans doute un sorcier fripon qui rencontra un paysan crédule. Ce genre de chantage se pratique encore dans nos campagnes. A Rome il ne paraît pas avoir été réprimé.

La civilisation romaine se développa, Rome eut ses poètes. Il put venir à l'idée de certains d'entre eux de vendre leurs éloges... ou leurs silences. Il est probable que les riches patriciens qui furent les premiers exposés à ces tentatives trouvèrent inutile de recourir à la justice. C'étaient affaires privées, ils avaient des armées d'esclaves et des foules de clients. Ils en usèrent comme les gentilshommes de l'Ancien régime et firent bâtonner les critiques. Les lettres ont eu beaucoup à souffrir des grands.

Ce qui tendrait à faire croire à cette justice très

expéditive, c'est que vers le milieu du vi<sup>e</sup> siècle l'histoire nous conserve la trace de deux procès en diffamation ; or, il ne s'agit pas de querelle entre grands seigneurs, mais tout simplement de querelles entre gens de lettres et acteurs. Ce n'est sans doute pas uniquement parce que, conformément au mot d'Horace, ces derniers étaient tout particulièrement irritables c'est aussi parce que les grands devaient, pour châtier les injures, se passer du concours du prêteur. Nos poètes eurent recours à la loi. Dans les deux cas qui nous occupent, la diffamation avait été commise en plein théâtre.

Vers le vi<sup>e</sup> siècle, une forme dramatique appelée *mime* s'introduisit à Rome. Il y était question d'actualité comme dans les comédies d'Aristophane, comme dans nos revues. Il est possible que l'acteur servit d'interprète à de plus puissants que lui.

Toujours est-il que le poète Lucilius, auteur célèbre de satires, celui qui, au dire d'Horace, écrivit jusqu'à deux cents vers debout sur un seul pied, *stans pede in uno*, s'estimant pour outragé par les propos d'un mime ; il intenta un procès, que d'ailleurs il perdit (1). Mais le fait qu'il l'ait intenté suffit pour démontrer que la diffamation était jugée répréhensible.

A la même époque d'ailleurs, le poète tragique

---

1. Havelin, *op. cit.*, p. 34.

Acius eut plus de succès dans une action semblable.

P. Mucius, mime, l'avait pris à partie. Il le poursuivit. Mucius, pour se défendre, allégua simplement les droits de la critique. Il lui semblait licite et naturel de se moquer d'un homme qui se faisait jouer en public. « Hic nihil aliud defendit, nisi lecere nominari eum cujus nomine scripta dentur agenda. » Mucius avait sans doute dépassé les libertés que l'usage accordait aux mimes. Nous savons en effet qu'il fut condamné. « P. Mucius eum qui L. Acciam poetam nominaverit, condemnavit » nous enseigne l'édit (1).

En résumé, vers le milieu du <sup>vii</sup>e siècle, époque de la procédure formulaire, nous pouvons dire que la diffamation est réprimée, tout au moins quand elle présente des caractères graves de publicité.

Vers cette époque l'initiative du préteur réprima certaines menaces. Au début, le fait de contraindre quelqu'un à un acte en le menaçant d'un mal concernant sa vie ou sa liberté n'était pas un délit. Sa répression, qu'aurait entraîné l'exécution de ces menaces, semblait, sans doute, une protection suffisante. Les excès des créatures de Sylla prouvèrent le contraire.

Antérieurement à la fin du <sup>vii</sup>e siècle le préteur Octavius créa l'action *Quod metus causa*, c'est-à-dire

---

1. Huvelin, *op. cit.*, p. 34.

le délit de *metus*, ou fait d'obtenir de quelqu'un un avantage par contrainte.

Les menaces et la diffamation étaient toutes deux réprimées.

L'on pouvait donc envisager une répression du chantage. La menace d'une révélation diffamatoire ne paraît cependant pas avoir été formellement prévue à Rome, c'est ce qui a permis à des auteurs de soutenir que le chantage n'avait pas existé avant l'époque moderne.

Nous croyons au contraire qu'il ne faut pas dire que le chantage n'a pas été formellement réprimé à Rome, parce qu'il n'existait pas, mais bien parce qu'il existait trop. Il existait, mais intimement lié aux conditions de la vie sociale. Son importance était telle qu'en l'attaquant on risquait d'ébranler la constitution même et l'ordre établi.

Tout d'abord le chantage ne pouvait pas ne pas exister à Rome. Toutes les conditions qui favorisent le développement du chantage se trouvaient réunies vers la fin de la République et sous l'Empire.

La civilisation pastorale agricole de la Rome antique a fait place à une civilisation commerciale et ploutocratique.

Nous sommes en présence d'une société riche et corrompue. Le goût des beaux-arts s'est introduit, mais a chassé la simplicité d'autrefois. La Grèce vaincue a captivé Rome.

C'est en outre un fait reconnu que deux législations sont particulièrement favorables au chantage : législation laissant place à l'arbitraire, lois à texte imprécis et à tendance politique et législation cherchant à faire régner la morale.

« Les lois humaines édictées contre des crimes imaginaires en provoquent d'effectifs » dit Montesquieu. Elles poussent à la dénonciation, au chantage. Nulle autre civilisation que la civilisation romaine ne connut cette profusion de lois politiques, de lois morales. Notons, comme exemple de lois politiques, sous la République : la loi de Ambitie qui permettait d'accuser quelqu'un de brigue... ; sous la République et surtout sous l'Empire : la loi de Majesté qui permettait d'accuser son ennemi d'avoir manqué au respect dû à la Cité ou à l'Empereur. Nul n'était à l'abri de lois qui prêtaient à toutes les interprétations.

Comme exemple de lois cherchant à relever les mœurs, rappelons les lois d'Auguste sur le mariage et sur le célibat. Nous resterons dans notre sujet en remarquant qu'Auguste, auteur de ces lois, est aussi l'auteur de lois sur la *Calumnia* réprimant les accusations intéressées, lorsque nous aurons à les étudier tout à l'heure. Mais le rapprochement est curieux. Dans le même esprit, notre loi sur la recherche de la paternité comprend des articles sur le chantage -- auquel elle doit logiquement donner lieu.

Les lois que nous rappelons multipliaient les occasions de chantage : la procédure pénale donnait un moyen aisé de le réaliser. A Rome, comme en Angleterre, de nos jours, il n'existait pas de ministère public. Tout particulier avait la surveillance du bien général. Chacun a le devoir de poursuivre celui qui se rend coupable d'une action mauvaise : c'est la procédure de l'accusation.

Il y avait évidemment quelque chose de grand à remettre à chaque citoyen la garde de la Cité. L'organisation sociale qui permettait à chacun de poursuivre comme concussionnaire le général victorieux donnait réellement, suivant le mot de Montesquieu, le vertu comme fondement à la République. Cicéron trouvait admirable l'organisation judiciaire romaine.

Chacun craignant de voir un jour dans son voisin un accusateur s'efforçait de ne pas donner prise à la critique. *Accusatores multos esse utile est ut metu contineatur audacia* (1).

Cette organisation judiciaire qui, dans le principe, avait pu donner de bons résultats était singulièrement favorable au chantage. On commença par jouer de la procédure de l'accusation comme d'une arme pour conquérir le pouvoir. Chacun pouvant intenter un procès criminel, on menaça de poursuites l'homme

---

1. Cité par Duruy, *Hist. des Rom.* t. II, p. 312.

politique que l'on voulait écarter de son chemin. Lorsque Lucullus s'avisa de vouloir faire de l'opposition aux Triumvirs, César le menaça de lui intenter un procès au sujet du butin qu'il avait fait dans les guerres d'Orient et il ne dit plus rien (1).

Telles étaient les conséquences fatales de la législation romaine. Le mal ne tarda pas à s'aggraver. Il arriva en effet un moment où l'on ne trouva plus assez d'accusateurs. Le bien public ne suffisant plus à en susciter, il fallut avoir recours à l'intérêt particulier.

Le fisc fournissait un exemple qui fut malheureusement suivi. Pour ses poursuites personnelles le fisc avait recours à la dénonciation. Mais à Rome, comme à Athènes, les sycophantes, les dénonciateurs fiscaux étaient méprisés. Pour encourager leur zèle on récompensait leur service en leur abandonnant, comme le font encore aujourd'hui les Contributions Indirectes, une partie de l'amende.

A une certaine époque, vers Auguste probablement, l'accusation judiciaire et la délation fiscale se confondirent; pour prix de leurs peines les délateurs reçurent généralement le quart des biens confisqués ou de l'amende et pour cette raison furent appelés *quadruptatores*.

Le métier d'accusateur devint alors singulière-

---

1. Ferrero, *Grandeur et décadence de Rome*, t. I, p. 129.

ment lucratif. Certains prenaient pour l'exercer des leçons d'éloquence, ils faisaient leurs affaires en même temps que celles de l'État. Suivant le vœu de Cicéron, les censeurs furent nombreux, mais ce ne fut pas seulement l'*audacio*, qui fut contenue.

L'on sait les encouragements que par la suite les délateurs reçurent de certains empereurs. Lorsque l'on disait à Tibère que les services des délateurs étaient trop cher payés, il répondait qu'il valait mieux détruire d'un seul coup toutes les lois que d'ôter les gardiens qui veillaient à leur exécution (1). De nos jours punir le chantage, tout au moins quand il s'agit de la menace de révélation d'un fait vrai, c'est protéger une certaine immoralité, celle de la victime du chantage, pour atteindre une immoralité plus grande, celle du maître-chanteur. A Rome, le fait inverse se produit, protection de l'immoralité du délateur.

Toute société qui encourage la délation et pratique l'arbitraire doit connaître le chantage.

Il était impossible qu'un homme assez vil pour intenter des poursuites, pour gagner le quart des biens confisqués ne fut pas tenté de vendre son abstention. Ce que César avait fait par politique, comment Domitius Agri ne l'eût-il pas fait par intérêt ?

---

1. G. Boissier, *l'Opposition sous les Césars*, p. 179, Hachette, 1909.  
Tac. *Ann.* IV, 30.

La cupidité des délateurs causait pourtant à Rome des ravages particulièrement graves. Avec la procédure de l'accusation elle entraînait : ou l'impunité d'un coupable qui s'est entendu avec le délateur, ou la condamnation d'un innocent que celui-ci n'a pu amener à composition.

Ceci paraît la caractéristique du chantage à Rome. Le chantage est le trafic des fonctions de ministère public, c'est un aspect de la cupidité du délateur. Les conséquences de cette cupidité sont plus terribles que partout ailleurs puisqu'elles faussent toute l'administration de la justice. Cette cupidité est néanmoins très difficile à réprimer puisque l'on fait appel à elle pour soutenir l'ordre même qu'elle ébranle.

Il faut donc ajouter à la première tendance, protection des délateurs, une seconde tendance cherchant à limiter les méfaits de la cupidité des délateurs. Selon que, sous l'Empire, l'une ou l'autre de ces tendances domina, les édits parlent de faire disparaître « la race exécrationnable des délateurs » ou leur promettent « honneur et fortune » (1). Durant les périodes de terreur, les délateurs se multiplieront, l'arbitraire s'accroîtra. A de telles époques, on ne peut pas réprimer ce chantage.

Le crime le plus grave est de ne pas dénoncer ; c'est sous cet aspect seul qu'apparaîtra le chantage.

---

1. Duruy, *op. cit.*, t. VII, p. 129.

C'est un manquement au plus grand de tous les devoirs, celui de dénoncer l'ennemi de l'intérieur. Si, d'ailleurs, l'accusation est juste, la pénalité qui fait régner la terreur, sera toujours plus sévère que les exigences du pire des maîtres-chanteurs. La victime se gardera bien de se plaindre. Si l'accusation est injuste, il est probable que la victime aura la prudence de ne pas attirer l'attention sur elle, ce qui pourrait être dangereux. Qui peut, en outre, dire, à de semblables époques, qu'une accusation est injuste. Quelqu'un qui a déplu à l'empereur peut-il être innocent du crime de lèse-majesté ? Quand l'ordre social tout entier repose sur la terreur, le chantage, qui augmente la terreur, va dans le sens de ce qu'il y a d'ordre dans le désordre ; nul ne songe à le réprimer.

A d'autres époques de l'Empire on essaie de lutter contre les excès qu'engendre la cupidité des délateurs.

Un fait est à retenir, montrant bien la lutte des tendances et l'importance que l'on attache à ce que des délateurs existent : c'est que la délation que plusieurs empereurs s'efforcèrent de réprimer fut toujours maintenue en matière de lèse-majesté ; comme nous l'avons vu c'était là que la délation était la plus dangereuse. Mais c'était une institution que les empereurs estimaient nécessaire à leur sécurité.

L'esprit de cupidité pouvait pousser l'accusation

à intenter une action injuste. Contre ce danger, Auguste avait créé l'*actio de Calumnia*. Le délateur s'exposait à la peine que l'accusé aurait encourue (1).

Cette action devait protéger en partie la victime d'un chantage quand le fait pour lequel on menaçait de poursuivre était faux.

La procédure pénale créait un autre risque social.

A Rome un procès intenté ne pouvait pas être repris. Il en résultait que l'on se faisait intenter un procès par un ami de peur de tomber sur un accusateur plus redoutable. C'est la *prævaricatio* ou exercice de l'action en faveur de l'accusé. Cette hypothèse n'a rien à voir avec le chantage. Les faits que l'on dénonce sont toujours vrais. Le péril social consistait en ce qu'un crime pouvait rester sans répression. On y remédia en autorisant de nouvelles poursuites.

Entre la *prævaricatio* et la *calumnia* se place la *tergiversatio* ou le désistement qui consiste à laisser tomber un procès sans motif. Un procès suivi de désistement ne pouvait plus être repris par un autre accusateur. Se désister était donc rendre à l'accusé un service signalé.

---

1. Auguste avait soumis, dans certains cas, le délateur qui ne faisait pas la preuve du fait dénoncé à la peine que l'accusé aurait encourue *per periculum penæ* et Claude condamnera à combattre comme gladiateurs les esclaves et les affranchis qui sous Tibère et Caius, avaient intenté des accusations calomnieuses ou porté de faux témoignages (Prin., LX, 12).

Duruy, *op. cit.*, t. IV, p. 354.

Le procès pouvait avoir été intenté en vertu d'une accusation juste ou injuste. Dans le premier cas la *tergiversatio* se rapprochait davantage de la *prævaricatio*, dans le second cas de la *calumnia*.

Si le désistement n'était pas désintéressé l'on était en présence d'un chantage. Le procès commencé constituait la menace de poursuivre l'action, le désistement contre argent consommait le chantage (1).

Toutes les lois faites contre les délateurs limitent les méfaits du chantage.

Contre les accusations complaisantes l'autorisation de recommencer les poursuites était un remède efficace.

Contre les accusations avides l'*actio de Calumnia* avait été créée. En effrayant les délateurs, elle eût dû limiter le chantage puisque enfin elle exposait les maîtres chanteurs à être eux-mêmes poursuivis. Malheureusement nous avons vu que dans la société romaine toutes ces mesures étaient vouées à un échec certain.

Les empereurs chrétiens pour arrêter le torrent des

---

1. On admet que l'accusation est abandonnée soit en cas de déclaration expresse, soit à la suite d'actes concluants. Par exemple lorsque l'accusateur fait des propositions à l'accusé. (D. v. 48. 16. 6, ou lorsque le mari qui accusait sa femme l'épouse de nouveau.

Mommsen. *Institutions Juridiques des Romains*. Trad. Dufresne, t. II, p. 189.

accusations calomnieuses finirent par décider de mettre l'accusateur en prison préventive (1).

Cet usage passa d'ailleurs dans certaines coutumes du moyen âge.

---

1. Code de Théodose. IX. I. 19. IX. II. 3. (Viollet, *Etablissements de Saint-Louis*, t. I, p. 196 et 199.)

---

## CHAPITRE II

---

### LE CHANTAGE SOUS L'ANCIEN RÉGIME

Nous avons vu, dans notre bref examen du droit romain, que le chantage n'était à Rome qu'un aspect particulier d'un mal social général, c'était l'usage, dans un but de lucre, de l'organisation judiciaire.

C'est tout au moins sous cette forme seule, la plus redoutable d'ailleurs au point de vue social, que nous avons trouvé des essais de répression. Il en résultait une sorte d'unité dans l'étude du délit de Rome.

Il n'en va plus ainsi dès que nous abordons le droit français. Nous trouvons alors un nombre très considérable de cas très variés de chantage.

L'on ne saurait avoir la prétention de les énumérer tous. Ceux que nous avons rencontrés dans nos recherches suffiront sans doute à établir notre thèse : qu'une société ne peut pas parvenir à un certain stade de civilisation sans, de nécessité logique, connaître le chantage.

Le premier maître-chanteur des temps modernes,

le premier dont au moins l'histoire nous conserve le souvenir, est le divin Arétin (1). Écrivain obscène qui trouva dans le chantage des ressources suffisantes pour mener une vie fastueuse.

Nous n'avons pas à nous arrêter à propos de l'Arétin, des biographies très complètes ont été faites de lui. Cet homme, lu du monde entier, était à lui seul toute la presse de son temps. Comme il faisait la gloire du moment, il croyait arrêter l'histoire.

Son souvenir nous a été conservé par son talent, et aussi par la personnalité de ses victimes. Il ne craignait pas de s'adresser aux puissants et s'intitulait le « fléau des princes ».

Puissance souveraine de l'opinion : l'Arétin regardant de laigneusement la chaîne d'or que lui envoyait Charles Quint après sa malheureuse expédition d'Afrique : « Un bien petit présent pour une si grosse sottise. »

A partir de 1660 nous trouvons une mine inépuisable de documents dans *les Archives de la Bastille* publiées par Ravaisson.

---

1. Montaigne, liv. I, chap. LI, s'exprime ainsi sur l'Arétin :

*L'Arétin*, auquel, sauf une façon de parler bouffie et bouillonnée de poinctes, ingénieuses, à la vérité, mais recherchées de loing et fantastiques, et oultre d'éloquence enfin, telle qu'elle puisse estre, je ne vois pas qu'il y ait rien au-dessus des communs auteurs de son siècle. Peut s'en fault qu'il approche de cette divinité ancienne.

Il n'ajoute aucun mot de blâme sur son caractère.

Nous pouvons classer de cette manière les nombreux cas de chantage que nous y avons découverts :

1° Chantage auprès de particuliers en menaçant de dénoncer à la justice un crime commis ;

2° Chantage auprès des financiers ;

3° Chantage auprès du gouvernement en menaçant de publier des faits vrais ou faux, ne constituant pas un délit, mais scandaleux, et dont la révélation est de nature à nuire.

L'affaire des poisons, sous Louis XIV, nous offre une profusion de chantage du premier type.

Cette affaire fit régner sur la France une véritable terreur, nul n'était sûr qu'un de ses parents les plus proches ne serait pas un jour compromis (1). Comme dans toutes les époques de démoralisation : dénonciation et chantage de pleuvir.

Les empoisonneurs qui n'avaient pas attendu nos savants pour découvrir les poisons organiques n'avaient pas attendu nos sociologues pour découvrir que le chantage ou plutôt que la possession d'un secret était une source de profit toujours et souvent une arme défensive bien précieuse. Ils savaient aussi que détenir un secret ou faire croire qu'on le détient revient au même d'un point de vue objectif, qui est seul intéressant quand on veut se pousser dans le monde.

---

1. Racine même fut dénoncé par la Voisin, qui l'accusait d'avoir empoisonné la du Parc (*Archiv. Bast.*, t. VI, p. 51).

Il faut évidemment compter que les archives nous conservent beaucoup de faux témoignages, surtout avec les tortures de la question qui donnent à ces horribles empoisonneuses de douces et pieuses figures de martyres, mais dans le sujet qui nous occupe le mensonge est sans importance, puisqu'il manifesté, aussi clairement que le fait, l'existence du chantage dans les mœurs.

Les empoisonneuses étaient des « sorcières ou devines » qui prédisaient l'avenir... et le préparaient à l'aide de leur « poudre à succession ».

... avait-on un amant,  
Un mari vivant trop au gré de son épouse,  
Une mère fâcheuse, une femme jalouse ;  
Chez la devineuse on courait  
Pour se faire annoncer ce que l'on désirait (1).

Et non seulement la devine annonçait ce que l'on désirait, mais encore elle le faisait arriver. Seulement, comme elle était très loin d'être « ignorante à 23 carats », elle exigeait que les demandes fussent écrites et signées. C'était nécessaire, disait-elle. Le prétexte donné à cette exigence était généralement que le billet devait être placé entre le corporal et le calice, et la messe dite par-dessus. Elles assuraient l'efficacité de ces pratiques blasphématoires et de beaucoup d'autres très répugnantes, en les complétant par des dérivés arsenicaux.

---

1. La Fontaine, *Fables*, liv. VII, 15.

Lorsque la sorcière avait en mains le billet signé, son client ne tardait pas à comprendre la sottise qu'il avait faite.

Voilà le premier type de chantage — et le plus fréquemment employé — dans l'affaire des poisons. L'empoisonneur a en mains l'aveu des desseins criminels de quelque grand seigneur et il met à prix son silence et la restitution du billet. Bien entendu, les malheureux faisaient tous leurs efforts pour retrouver les billets compromettants.

Lesage, un des accusés, raconte, dans un de ces interrogatoires (1), que le comte de Ganilly le maltraita — et il donne tout de suite la raison. C'était « qu'il voulait retirer... les billets où il avait écrit ses demandes ». Il ne demandait d'ailleurs que « la mort d'un sien oncle et de quelques autres de ses parents ». Effet de l'habitude, Lesage en avait oublié les noms, il reconnaît d'ailleurs « de bonne foi » qu'il a fait à ce propos « plusieurs singeries ».

Ce même Lesage, nous dépeint le désespoir de la duchesse de Vivonne qui était extrêmement en peine pour trouver les moyens de retirer un papier qui était entre les mains de La Filastre que cette dame lui disait être signé d'elle et de M<sup>mes</sup> les duchesses d'Angoulême, de Vitry et de la princesse de Tinguy, et

---

1. *Arch. Bastille*, t. VI, p. 22,

lui disait que s'il venait à être vu, ces trois dames et elle étaient perdues... » (1).

Pour avoir ce papier si compromettant, M<sup>me</sup> de Vivonne ne trouva rien de mieux que d'en écrire un autre. Un nommé Bergerot le lui demanda et la duchesse qui, décidément, ne profitait pas de ses expériences, accéda. Le papier était mis dans une boulette de cire — en brûlant il rendait un son — que le devin interprétait. Bergerot intercepta le billet, et fit brûler une autre boulette. Le deuxième billet tout, au moins, fut rendu avec une demande de dix livres d'or.

La Voisin, s'entendait mieux à faire chanter. Nous trouvons dans l'interrogatoire de la Presse qu'une femme « qui demeure près du Monceau Saint-Gervais, en venant de l'arcade de l'Hôtel de Ville, en montant à l'église de Saint-Gervais, à main droite et de l'autre côté de la barrière, à une maison où il y a des barreaux de fer à demi-hauteur, où il y a deux pas à la porte qui est carrée et assez grande, et où il y a une porte au milieu de l'allée », la femme dont l'adresse est ainsi donnée « avait reçu quelque déplaisir », de deux prêtres. Elle eut recours à la Voisin, qui alla la trouver, c'était, paraît-il « une grande femme, assez grosse, blanche, assez bien faite et très bien meublée, l'histoire ne nous dit pas ce que les

---

1. *Arch. Bast.* t. VI, p. 19. (Déclaration probablement calomnieuse), t. V, p. 296.

deux ecclésiastiques auraient fait à cette femme grosse et blanche, mais rien que la mort n'était capable d'expier leur forfait. L'inconnu donna 40 pistoles à La Voisin, qui lui « mit dans l'esprit de faire emprisonner » les prêtres. Plus tard, la femme changea d'avis.

La Voisin, « qui voulait avoir encore d'elle de l'argent », furieuse qu'elle ne voulut point « faire son affaire », « la menaçait de l'aller déclarer aux prêtres dont elle avait les noms et surnoms par écrit ».

Nous venons de voir des cas de chantage par menace de dénonciation, de révélation d'un fait vrai. Nous aurions pu en citer beaucoup d'autres, mais il faut se borner. Nous indiquerons cependant encore — à propos de cette affaire des poisons — deux cas curieux de chantage par menace de révélation d'un fait faux, ou tout au moins d'un fait dont le maître chanteur ignore s'il est vrai ou faux.

Sainte-Croix, mort longtemps avant le procès, avait été un des grands empoisonneurs. Or, il était très lié avec un sieur Pennautier, receveur général du clergé, homme fort riche et puissant. Pennautier était donc tout désigné pour servir de victime au maître chanteur. On ne savait rien sur lui, mais il suffisait de lui faire croire quelque chose, pour se faire donner par lui les armes qui manquaient. Aussi pouvons-nous suivre une série de tentatives intéressantes.

La première de ces tentatives paraît avoir réussi.

Les personnages sont intéressants. Michel Larcher, président à la Cour des Comptes, fait venir Briancourt, avocat en la Cour, bachelier en théologie ; il veut avoir des renseignements. Briancourt répondait (1) : « Qu'il savait bien que Pennautier était ami de Sainte-Croix, mais qu'il n'en savait pas davantage » ; néanmoins le président Larcher le pressa et lui demanda « si on lui donnait une somme considérable, il ne serait pas bien aise de déclarer si Pennautier était coupable ou s'il ne l'était pas. »

Il lui fit réponse qu'il n'était point homme à argent et qu'il ne savait pas ce que c'était d'accuser ou de ne point accuser en demandant des récompenses ; M. Larcher lui représenta que Pennautier était un homme fort riche, *et qu'il y aurait moyen de faire un bon coup...*

Pennautier répondait qu'il ne se mettait guère en peine de sa liaison avec Sainte-Croix et « que les hommes ne portaient pas des écriteaux devant et derrière pour les connaître ».

Il avait tort et la suite le lui prouva. Toutes les fois que Larcher allait chez Bocager « il pressait (ce dernier) fortement sur le chapitre Pennautier et toutes les fois il lui disait que le sieur Pennautier était un homme fort riche et qu'il y avait un bon coup à faire avec lui à qui saurait sa complicité ».

---

1. T. IV, p. 215 et 217.

Ce chantage de Larcher paraît avoir réussi. Nous voyons en effet dans l'interrogatoire de Briancourt du mardi 14 juillet du matin :

« Anet lui dit qu'il croyait que le président Larcher avait reçu une somme d'argent de Pennautier pour ne point parler de l'affaire davantage. »

Ce pauvre Pennautier n'en avait pas encore fini. Après le président Larcher — la marquise de Brinvilliers — lui fit voir l'inconvénient qu'il y avait à être riche et soupçonné. La marquise de Brinvilliers avait eu de fort belles relations. Les temps étant devenus orageux, suivant l'expression d'Ovide, elle se trouva toute abandonnée. Elle essaya de pourvoir aux remplacements des appuis qui lui faisaient défaut. Elle adressa précisément à ce même Pennautier une lettre très bien tournée. C'est une tentative de chantage adroitement présentée :

29 avril, à la Conciergerie.

« J'apprends par mon ami que vous avez dessein de me servir dans mon affaire... Je crois qu'il serait assez à propos que vous ne vous montrassiez pas tant, mais il faut que vos amis sachent où vous êtes, car le conseiller m'a fort interrogée sur votre sujet à Mézières ; vous devez croire que je n'ai pu dire rien qui vous ait pu porter préjudice, et que je ferai toujours les choses que vous jugerez à propos de me mander ;...

» Donnez-moi réponse s'il vous plaît, *et croyez*

*que si vous me rendez service que je puis vous en faire quoique très malheureuse. »*

Cette lettre fut interceptée et compromit grandement Penautier qui ne dût son salut qu'à la rétraction de M<sup>me</sup> Brinvilliers. Celle-ci reconnut qu'elle s'était livrée à un chantage. Elle fait à cette occasion une analyse assez fine du chantage par menace de révélation d'un fait supposé, que nous trouvons dans la relation que fit, de ses derniers moments, M. Pirot, son confesseur.

« Mais Madame, lui dis-je, comment expliquez-vous, la lettre que vous avez écrite depuis votre détention à M. Penautier ?

— Monsieur, me répondit-elle, je ne sais point du tout qu'il ait jamais eu d'intelligence avec Sainte-Croix pour les poisons, et je ne pourrais l'en accuser sans trahir ma conscience. Mais comme on a trouvé dans la cassette un billet qui le regardait, et que je l'avait vu mille fois avec Sainte-Croix, je crus que l'amitié avait pu aller jusqu'au commerce de poison ; et dans ce doute je me hasardai à lui écrire, comme si j'avais su que cela fut, ne pouvant rien ajouter par là à mon affaire, et raisonnant ainsi en moi-même : s'il y a eu entre eux quelque liaison pour les poisons, M. Penautier croira que j'en saurai le secret, m'avançant comme je fais, et cela l'engagera à solliciter mon affaire comme la sienne, de peur que je ne le charge, s'il est innocent ma lettre est perdue, je ne risque

rien que l'indignation d'une personne qui n'aurait garde de se déclarer pour moi, ni de me rendre aucun service quand je n'aurai rien écrit (1) ».

Nous avons vu une première série de chantage, le chantage par menace de dénonciation à la justice. Nous aurions pu multiplier les exemples. Ceux que nous avons donnés suffisent sans doute à montrer que le chantage était dans les mœurs. Ils éclairent d'un jour saisissant une époque qui fut brillante. Il ne faudrait cependant pas croire qu'il n'y eut de chantage que pendant la période trouble des empoisonnements, ce serait une grosse erreur.

Jusqu'à présent, nous avons vu des chantages en quelque manière privés, la victime voulait éviter le scandale ou la condamnation judiciaire.

Voici un chantage d'un type extrêmement moderne — chantage financier — on veut ruiner le crédit d'un banquier.

Il s'agit de Samuel Bernard, le chevalier Samuel Bernard, financier célèbre. Les précurseurs des maîtres chanteurs actuels s'appelaient Dubuisson et Vinache.

Bernard était le plus riche banquier de France, et le seul qui eût un crédit intact en Europe. Aussi était-il chargé de payer les remises du gouvernement à l'étranger. A un moment il se trouva fort appauvri.

---

1 *Arch. Bast.*, t. IV, p. 238.

Par bonheur, son caissier, un nommé Fronchin, lui apprit alors qu'un Italien, nommé Vinache, augmentait le poids des métaux précieux. Tout le monde, à cette époque, croyait plus ou moins à la transmutation des métaux. Nous ne savons pas quelles étaient, à ce sujet, les opinions de Samuel Bernard ; toujours est-il que des fonds furent avancés par lui à Vinache. Vinache augmentait le poids de l'or, probablement en le fourrant, l'or ainsi obtenu était expédié par la France à Genève, payé à son poids frauduleusement augmenté. Bernard put faire honneur à ses engagements. Vinache, qui croyait n'opérer que pour Bernard, avait rendu service à la France.

Un premier chantage fut tenté contre lui par ses gens. Il avait sept domestiques et il opérait avec si peu de ménagement que le métal s'égarait partout. Ses gens le crurent, avec quelque apparence de raison, faux monnayeur et essayèrent de le faire chanter (1).

La seconde tentative de chantage est plus grave elle s'adressait en effet — directement — à Samuel Bernard. Un nommé Dubuisson profitait de sa connaissance des faits que nous venons de conter pour persécuter Samuel Bernard, d'Argenson lui-même en écrit à Hamillart : « Les affaires impor-

---

1. Le commissaire Socquart fit, contre toutes les règles, une instruction, et les fit taire en les menaçant de les conduire en prison (*Arch. Bast.*, t. XI, p. 149).

tantes que vous confiez à M. Bernard ne permettent pas de le regarder comme un simple particulier. Il semble même que la sûreté de sa personne, sa réputation et son crédit sont également nécessaires au service du roi (1). »

Nous voyons par là le soin qu'on prenait de ne pas ébruiter une affaire fâcheuse et de protéger le crédit d'un banquier qui servait le roi.

Il fut bien protégé car en 1715, douze ans après nous retrouvons Dubuisson encore en prison. Un rapport nous enseigne qu'il y a même « une attention particulière à se bien porter ». Et il ajoute : « Je pense qu'avant de le rendre libre, à condition de se retirer dans son pays où il n'a aucun bien, M. le Chancelier jugera à propos qu'on s'informe de M. Bernard, s'il n'y aura inconvénient par rapport à ses affaires et à son crédit dont l'État a souvent besoin (2). »

Ce chantage était fait vis-à-vis d'un particulier, mais personnage dont le crédit intéressait l'État et qui avait agi pour le bien public.

Nous y trouvons donc la transition naturelle à d'autres cas de chantage où c'est le gouvernement même qui chante, le roi de France lui-même, Louis XV en personne.

---

1. Lettre du 1<sup>er</sup> décembre 1703 (*Arch. Bast.*, t. XI, p. 133).

2. *Arch. Bast.*, t. IX, p. 149.

Un aventurier : *Théveneau de Morande* s'était réfugié en Angleterre « pour échapper aux conséquences de la vie désordonnée qu'il avait menée dans son pays » nous enseigne Loménie de Brienne (1) dans *Beaumarchais et son temps* ouvrage auquel nous empruntons ce fait très caractéristique de chantage. Loménie de Brienne n'exagère rien. Nous trouvons en effet à propos d'un démêlé que Théveneau eut avant son départ pour l'Angleterre avec les gens du roi, un portrait peu flatté, de cet aventurier. Le commissaire Chenu écrivait qu'il était dangereux pour le roi « il s'est retranché à faire l'agréable et à s'insinuer chez différentes femmes entretenues en jouant le passion et lorsqu'il en a trouvé d'assez sottes pour donner dans ses airs avantageux il les a mangées sans scrupules » (2).

A Londres, Théveneau avait, entre autres, publié sous le titre de *Gazetier cuirassé* : « Un recueil de noirceurs ». Il était donc connu et redouté. Il eut l'audace de s'adresser à Voltaire, mais celui-ci était ménager de ses deniers, et ne l'était point de son esprit. Théveneau s'en aperçut.

Il eut plus de succès en s'adressant au roi. Il s'avisa d'écrire *les Mémoires secrets d'une femme publique*, sujet qu'il était désigné pour traiter. Il ne scellait pas

---

1. Loménie de Brienne, *Beaumarchais et son temps*, t. I, p. 376 et 322.

2. *Arch. Bast.*, Chenu à Sartène, 8 déc. 1769, p. 490.

qu'il s'agissait de M<sup>me</sup> du Barry. Celle-ci donnait prise à la critique, aussi le roi s'émut-il. Son premier mouvement fut de demander l'extradition. Son château de la Bastille aurait été sans doute la demeure de Théveneau.

Le roi d'Angleterre accepta que Théveneau fut arrêté, mais en cachette, à condition que cela ne transpirât pas. Il craignait l'opinion publique anglaise.

L'événement prouva qu'il avait raison. Théveneau eut vent de ce qui se tramait. Il fit appel au peuple anglais, se représentant comme une victime, et les exempts faillirent être jetés à la Tamise.

Louis XV n'ayant pas réussi par ce procédé, se résigna à chanter.

Il paya 20.000 francs comptant, 4.000 livres de rente viagère par contrat et non par poursuite (1).

Beaumarchais ayant brillamment réussi dans ses négociations fut employé à nouveau.

Un juif italien Guillaume Angelucci annonçait de Londres encore la publication d'un libelle : *AVIS à*

---

1. Beaumarchais, qui avait servi de négociateur, nous donna mélancoliquement la conclusion de cette affaire. « Le hasard, écrit-il à Fluvèneau, me suscite pour arrêter la publication d'un ouvrage scandaleux. Je travaille jour et nuit pendant six semaines : je fais près de 700 lieues, je dépense près de 500 livres pour empêcher des maux sans nombre. Vous gagnez à ce travail 100.000 francs et votre tranquillité et moi je ne sais plus même si je serai remboursé de mes voyages » (Loménie de Brienne, t. I, p. 378).

*la branche espagnole sur ses droits à la couronne de France* ; c'était un pamphlet contre M<sup>me</sup> la Dauphine, Marie-Antoinette (1).

Le roi Louis XV paya encore 1.400 livres sterlings. Le dernier cas que nous voulions citer est celui du chevalier d'Eon, qui, toujours menace de vendre la correspondance qu'il eut avec le roi pendant qu'il était chargé d'affaires à Londres. Il craint de rallumer la guerre, mais il est pauvre et on lui offre de fortes sommes. Louis XV paya encore (2).

Nous en aurons fini avec ce court historique du chantage sous l'ancien régime en signalant un mode de chantage curieux, original, rentrant bien dans notre cercle. Nous avons montré le chantage envers les puissants, envers les financiers qui ont besoin de crédit. Il s'agit maintenant de chantage envers les écrivains qui, eux aussi, vivent de crédit.

Les loups ne se mangent pas entre eux, mais les hommes de lettres le font. Le chevalier de la Morlière (3) rançonnait les gens de lettres. Il assurait le

---

1. Loménie de Brienne, t. I, p. 347.

2. Loménie de Brienne, t. I, p. 413.

3. Le chevalier de La Morlière qui retape son chapeau sur son oreille, qui porte la tête au vent, qui vous regarde le passant par-dessus son épaule, qui fait battre une longue épée sur sa cuisse, qui a l'insulte toute prête pour celui qui n'en porte point, et qui semble adresser un défi à tout venant, que fait-il ? Tout ce qu'il peut pour se persuader qu'il est un homme de cœur, mais il est un lâche ... »

succès des pièces quand on le payait, mais en cas de refus, il venait au spectacle siffler et faire des critiques.

Il avait ainsi pris à partie M<sup>lle</sup> Clairon. Celle-ci, pour l'empêcher de siffler, le faisait surveiller par deux exempts. S'inclinant devant la force, La Morlière ne sifflait plus, mais il bâillait avec tant de courage, que ses exempts l'imitaient et en arrivaient à servir ses desseins.

Le chantage a donc sévi sous l'Ancien Régime. La source principale de nos documents, *les Archives de la Bastille*, nous montre qu'il n'est pas toujours resté impuni. En dehors des lettres de cachet, nous avons cherché dans les traités de justice criminelle si nous ne trouverions pas mention de quelque arrêt. Nous n'en avons pas trouvé. Il ne faut cependant pas oublier que le magistrat pouvait alors réprimer pénalement l'auteur de faits immoraux qu'aucun texte n'avait prévu.

Nous devons signaler pour faire suite à notre étude de droit romain que la dénonciation calomnieuse était sévèrement réprimée (1), signalons aussi

---

1. La Coutume de Normandie était de procéder à l'arrestation immédiate de toute personne qui était poursuivie au cri de haro. « Cil qui crie haro sans appert peril le doit amender au prince ».

qu'un Édit du mois de juillet 1682 suspendit, en matière de crime de poison, les peines prononcées contre les accusateurs calomnieux. La terreur qui, à ce moment s'était répandue sur la France poussait à encourager la délation, comme on avait fait à Rome (1).

D'autre part la diffamation était sévèrement réprimée. Une ordonnance de Louis XIII datant de janvier 1626, condamnait à la potence ceux qui avaient attaché ou semé des placards diffamatoires.

Si le chantage ne paraît pas avoir été prévu sous l'ancien régime, la menace sous condition, ou extorsion l'était.

Nous lisons en effet dans Jousse :

« Celui qui oblige quelqu'un par force ou menaces, de lui donner de l'argent ou de lui souscrire une obligation, tombe aussi dans le cas du vol avec violence, et doit être puni de la même peine ; cette peine doit être plus ou moins sévère, suivant la nature et le caractère de la violence.

---

Gruchy (de), *l'Ancienne Coutume de Normandie*, p. 136. — Cf. Beautemps-Beaupré, *le Livre des droits et des com.*, t. I, p. 357. — Viollet, *Etablissements de Saint-Louis*, t. III, p. 174.

1. Jousse, t. III, p. 192. « Ceux qui dénoncent pour crime de poison, pourvu qu'il y ait des indices considérables », et édit de mars 1716, « ceux qui dénoncent les concussion et les malversations commises par des officiers de finance ». Cf., Duruy, t. VII, p. 451. Théodose, pour encourager la délation contre les hérétiques, supprime la peine contre le délateur qui ne faisait pas la preuve.

» 125. Les menaces de tuer une personne si elle ne donne de l'argent, ou si elle ne le porte à un endroit indiqué sont aussi une espèce de vol fait avec violence, qui mérite une peine très sévère. Il y a des exemples de particuliers qui ont été condamnés à mort pour de pareilles menaces ; ce qui a lieu dans le cas où ces menaces sont réitérées et s'adressent à un grand nombre de personnes (1). »

---

1. Jousse. *Des vols avec violence publique ou privée*, t. IV, p. 22. Cf. Jousse, *Des injures réelles*, t. IV, p. 656, n° 59. Arrêt du Parlement de Bourgogne du 2 mai 1675. Un homme avait jeté un billet dans une maison : « Nous sommes cinq jeunes hommes dans la nécessité : mettez vingt-cinq louis d'or dans un tel trou, si vous y manquez nous vous tuerons, quand même nous devrions être pendus ». Il fut condamné aux galères perpétuelles.

---



## CHAPITRE III

---

### DE LA RÉVOLUTION A LA LOI DE 1863

Sous l'Ancien Régime, le magistrat pouvait condamner pénalement l'auteur de faits immoraux qu'aucun texte n'avait prévu : c'est le principe de l'arbitraire du juge.

Le principe contraire fut posé par la Révolution. « Nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit et légalement appliquée », décrète la Constitution de 1791.

*Nulla pœna sine lege.*

Ce principe fit l'émerveillement des contemporains.

En 1811 Bourguignon écrivait : « La postérité aura peine à concevoir que chez le peuple le mieux policé, les peines fussent en quelque sorte arbitraires, et les lois criminelles tellement défectueuses, que suivant la remarque d'un magistrat célèbre (1), « il n'était

---

1. Bourguignon, *Dictionnaire raisonné des lois pénales* : préf.

Nous ne connaissons pas le nom du magistrat célèbre. L'idée

» pas moins pressant de se garantir des lois que des  
» coupables, parce qu'on avait autant à craindre de  
» l'erreur des uns que de l'impunité des autres. »

Le principe révolutionnaire fut fécond, il favorisa grandement le développement de la science pénale. Il obligea, en effet, le législateur à faire œuvre de psychologue, à définir chaque délit pour le différencier des autres. Or « le progrès du droit consiste souvent à admettre des distinctions de plus en plus nombreuses, afin de s'assouplir et de s'adapter aux formes indéfiniment variées des faits », dit Cornéjo. C'est à ce travail que nous allons maintenant assister.

La révolution entraînée par le principe : *Nulla pœna sine lege*, fit beaucoup de lois. Tant, qu'au dire d'un contemporain, il était « impossible à l'homme le plus instruit de les connaître toutes » (1).

Il n'existait cependant pas de texte prévoyant le chantage ; des faits de chantage furent pourtant réprimés. L'arbitraire du juge si sévèrement critiqué serait-il donc revenu ? Pas absolument — Mais une formule rigide ne saurait enserrer la vie. Il en résulte que le magistrat interprète les textes, décide s'ils

---

qu'il exprimait est de Montaigne. « Autrefois nous souffrions de nos vices, aujourd'hui nous souffrons de nos lois » (Montaigne, III, 13. — Tacite, *Ann.* II, 25).

1. Sangnier, qui s'intitule homme de loi (Code corr. et de simple police, an VII de la République).

s'appliquent ou ne s'appliquent pas à tel cas qui se présente devant lui. L'interprétation jurisprudentielle. C'est la forme atténuée de l'arbitraire du juge. c'est l'arbitraire, maintenu en laisse et empêché de s'écarter trop d'un texte qui l'entoure et le limite.

Quelle liberté le magistrat peut-il prendre avec un texte, jusqu'où peut aller son interprétation ?

Le chantage nous donne de cette question générale une illustration très intéressante.

Les deux textes qui servirent le plus à la jurisprudence sont les articles 400 et 405 du Code pénal.

Ils sont ainsi conçus :

ART. 400. — Quiconque aura extorqué par force violence ou contrainte, la signature ou la remise d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque contenant ou opérant obligation ou décharge sera puni de la peine des travaux forcés à temps (1).

ART. 405. — Quiconque, soit en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique, se sera fait remettre

---

1. L'article 40, section II, titre 2 de la deuxième partie du Code des délits des peines de 1781 disposait :

« Quiconque sera convaincu d'avoir extorqué par force ou violence la signature d'un écrit, d'un acte emportant obligation ou décharge ; sera puni comme voleur de force ouverte et par violence envers les personnes et encourra les peines portées aux cinq premiers articles de la présente section, suivant les circonstances qui auront accompagné lesdits crimes. »

ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharges et aura par un de ces moyens escroqué ou tenté d'escroquer la totalité ou partie de la fortune d'autrui, sera puni d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus et d'une amende de 50 francs au moins et de 3.000 francs au plus (1).

C'est presque exclusivement au moyen de ces deux textes que l'on est arrivé, avant 1863, à réprimer le chantage. L'œuvre importante fut accomplie par la jurisprudence. Avant toutefois d'en aborder l'étude, demandons-nous quel fut le rôle de la doctrine.

Nous retrouvons ici la confirmation d'une observation d'ordre général et qui s'applique plus encore au droit civil qu'au droit pénal.

A la suite de la promulgation de nos divers Codes et durant presque toute la première moitié du xix<sup>e</sup> siècle, la doctrine s'est bornée à un commentaire exégétique des articles de nos Codes.

Le progrès consiste à passer d'un excès à l'autre,

---

1. L'article 35, titre 2 de la loi des 19-22 juillet 1791 était ainsi conçu : « Ceux qui par dol ou à l'aide de faux noms ou de fausses entreprises, ou d'un crédit imaginaire ou d'espérances et de craintes chimériques, auraient abusé de la crédulité de quelques personnes, et escroqué la totalité ou partie de leur fortune, seront poursuivis devant les tribunaux de district, et si l'escroquerie est prouvée, le tribunal de district, après avoir prononcé les restitutions et les dommages-intérêts, est autorisé à condamner par voie de police correctionnelle, à une amende qui ne pourra excéder 5.000 livres et à un emprisonnement qui ne pourra excéder deux ans.

ayant souffert de l'arbitraire du juge et se méfiait de la fantaisie des commentateurs.

Le chantage peut servir d'exemple de ce manque d'initiative des auteurs. Ils sont manifestement en retard sur la jurisprudence. Ils rencontrent un arrêt très précis sur un cas non douteux de chantage et s'en tiennent à un sec commentaire d'arrêtiste. Ils ne s'aperçoivent pas de l'originalité caractéristique du fait incriminé.

Dans la question du chantage, ils ont pourtant une excuse.

Nous croyons avoir trouvé la raison pour laquelle la doctrine n'a pas donné à la jurisprudence l'aide qu'on en aurait pu attendre.

Le travail d'élaboration antérieure à toute loi s'est fait, disions-nous, par la jurisprudence, au-dessous des articles 400 et 405 du Code pénal.

A vrai dire, il s'est fait presque exclusivement au-dessous de l'article 405. Cela tient à une raison pratique assez simple. Notre distinction des crimes et des délits n'a rien de rationnel, puisqu'elle repose tout entière sur les peines. L'article 400 constituait un crime et des peines criminelles seraient manifestement disproportionnées à la gravité du chantage. Il fallait trouver un texte prévoyant des peines délictuelles, ce fut l'article 405. L'œuvre est une œuvre de jurisprudence, de là vient l'importance donnée à l'article 405.

La doctrine qui n'est pas dominée par cette question pratique des peines à appliquer, aurait fourni, croyons-nous, une aide précieuse, si on la lui avait demandée, à l'article 400, tandis qu'à l'article 405, elle est déroutée. En effet, nous trouvons à l'article 400 des commentaires ingénieux et juridiques, mais la doctrine ne songe pas à les appliquer aux arrêts qu'on lui donne sur l'escroquerie. Plus tard, le législateur, qui est homme de doctrine, placera le chantage sous l'article 400, et notre étude aura fait cercle.

Il semble donc logique de se demander, en premier lieu, ce qu'a fait la doctrine sous l'article 400.

L'article 400 disait :

Quiconque aura extorqué par force, violence ou contrainte.... la remise d'une pièce quelconque opérant obligation, disposition ou décharge.

Deux termes permettaient une interprétation extensive. C'étaient les termes « contrainte » et « disposition ».

Tout d'abord, il fallut définir le terme « contrainte ». Il était nécessaire que la contrainte fut réelle et le juge devait s'en assurer avant de condamner quelqu'un à des peines criminelles. C'est ce qu'indiquait Carnot.

« Pour qu'il y ait en force, violence ou contrainte, dans le sens de l'article 400, il faut qu'elle ait été

telle qu'elle fut de nature à en imposer au commun des hommes ; le sexe, l'âge de la personne qui en est devenue l'objet doivent être pris, dans ce cas, en grande considération (1) ».

D'autre part, la contrainte pouvait être purement morale et Chauveau et Fr. Helie (2) mettaient en garde contre une interprétation du terme contrainte qui n'aurait rien ajouté à force et violences.

Ils indiquaient qu'il ne s'agissait pas de la contrainte qui est l'œuvre absolutoire des crimes ; il suffit, pour qu'elle rentre dans le cadre de la loi « qu'elle ait été de nature à faire impression sur une personne raisonnable et qu'elle ait pu lui inspirer la crainte d'exposer sa personne ou sa fortune à un mal considérable ».

Le terme contrainte ainsi défini s'applique très bien à la pression qu'exerce sur sa victime le maître chanteur. Il y a bien crainte d'un mal considérable.

Extorquer, dit encore le texte, la remise d'une pièce quelconque opérant « disposition ».

Carnot (3) s'empara du mot disposition. « On conçoit facilement ce qui constitue une *obligation ou décharge*, dit-il, mais le mot *disposition* a quelque chose de si *vague* qu'il est difficile d'en faire une juste idée, si l'on veut lui donner une autre signification

---

1. Carnot, 2<sup>e</sup> éd., art. 400.

2. Chauveau et F. Helie.

3. Carnot, 2<sup>e</sup> édit., art. 400.

que celle d'*obligation ou de décharge*, à moins qu'on ne l'applique au cas où, sans que l'écrit put intéresser la fortune de celui qui l'a souscrit, il put tendre à compromettre son *honneur ou sa réputation* : c'est la seule interprétation raisonnable que l'on puisse lui donner (1).

Nous sommes là en présence d'un travail intéressant à notre point de vue. Pourquoi cette hypothèse de Carnot ? Pourquoi un individu s'exposerait-il à des peines criminelles pour obtenir un écrit déshonorant un tiers ? Pourquoi, si ce n'est dans un but de pression, de contrainte, de chantage.

Donc, on envisage à l'époque où écrit Carnot, et certains considèrent comme crime le fait d'obtenir d'une personne à l'aide d'une contrainte morale, de menaces, un écrit concernant son honneur.

Étudions maintenant la jurisprudence. Nous avons rencontré, dans les différents recueils d'arrêts, de nombreux cas de chantage réprimés avant la loi de 1863. Nous les avons rencontrés sous des titres divers, vol, usure habituelle, extorsion, escroquerie, etc.

La jurisprudence se trouve en présence d'un délit

---

1. Chauveau et F. Hélie estiment, au contraire, p. 213, qu'en présence des « termes restrictifs de la loi » il ne peut s'agir que de « lésions sur les biens ».

non prévu par la loi et fort complexe à analyser. Dans une étude doctrinale l'on peut, pour la facilité de la discussion, se donner un cas simple de chantage, et y ajouter au fur et à mesure des développements les éléments divers de complexité.

Il n'en va pas ainsi pour la jurisprudence. Sans texte, et, dans la question qui nous occupe, presque sans appui dans la doctrine, elle se trouve en présence de faits très complexes. Le caractère commun de tous ces faits n'étant pas analysé, chaque espèce va rejoindre le délit qui s'en rapproche le plus.

La jurisprudence ne craint pas de multiplier les inculpations. Ainsi pour un seul fait de chantage nous trouvons en tête de l'arrêt :

Vol, escroquerie, menaces légales, usure, jugements, nullités (1).

Cette complexité des espèces qui se sont tout d'abord présentées rend difficile un classement purement chronologique des arrêts. Il est peut-être plus intéressant d'essayer de discerner et d'étudier séparément chacune des différentes voies suivies par la jurisprudence.

Nous étudierons d'abord les tentatives de répression faite en dehors de l'article 405. Nous étudierons ensuite dans quelles conditions la jurisprudence a appliqué l'article 405 à des cas de chantage.

---

1. Cass. 11 nov. 1819. S. 20, 1. 86. D. P. 20. 1. 508.

Un arrêt de 1819 (1) nous rapporte qu'une dame Leguay ayant essayé de soustraire à une dame Lafremée, sa créancière, un titre de 1.000 francs, celle-ci en la menaçant de poursuites obtint de sa débitrice une obligation pour une somme de 1.500 francs, de 500 francs supérieure à sa créance. Le cas qui se présentait au juge était embarrassant. Il s'agit nettement d'un cas de chantage, mais qui n'est répréhensible que pour la somme qui excède la créance, c'est-à-dire 500 francs.

Cherchant un délit analogue, la prévention voit dans ces 500 francs de trop un intérêt usuraire, d'où poursuite pour *usures*, en outre, abus de blancs-seings, et vol. C'était beaucoup, ce n'était pas encore assez, puisque finalement l'arrêt qui condamnait la dame Lafremée fut cassé et celle-ci acquittée.

Le chef-d'œuvre était intéressant ; il résulte d'une analyse fine de cette espèce particulière de chantage et montre nettement que dans les 1.500 francs demandés, le chantage ne porte vraiment que sur une partie. C'est reconnaître la créance que de voir dans ce qui est demandé en sus un intérêt usuraire. Malheureusement, l'usure n'est réprimée par le Code que dans le cas où elle est habituelle. Ce chef fut donc écarté dès l'abord.

Les deux autres : abus de blanc-seing et vol furent

---

1. Cass., 11 nov. 1819. S. 20. 1. 86 ; D. P. 20. 1. 508.

retenus par le tribunal de Valognes et par celui de Coutances jugeant en appel. Il n'y avait cependant pas abus de blancs-seings aux termes de l'article 408 du Code pénal. En effet, dans l'espèce, aucune remise de blanc-seing, mais au contraire remise d'une reconnaissance de dette entièrement libellée de la main de la victime. Restait le vol.

L'article 379 du Code pénal disait : « Quiconque a soustrait frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas est coupable de vol. »

L'article 401. « Les autres vols non spécifiés dans la présente section... »

Le chantage paraissait coupable, il n'était pas prévu formellement dans la première section, il devait être « un autre vol ».

Le 11 novembre 1819 la Cour de cassation cassait l'arrêt qui avait condamné pour vol.

« Attendu, dit l'arrêt, que d'après les faits reconnus constants par le tribunal de police correctionnel de Coutances, il n'y a pas eu dans l'espèce de soustraction frauduleuse... Qu'en conséquence ce tribunal a violé l'article 379 du Code pénal et fait une fausse application de l'article 401 du même Code... »

Pour qu'il y ait soustraction frauduleuse, vol, il faut que la soustraction ait été accomplie contre le gré du propriétaire. Ce n'est pas le cas dans l'espèce. Il y a dans le chantage un élément d'accord, de

volonté, qui est tout l'opposé d'une soustraction contre le gré du propriétaire.

On comprendrait donc difficilement l'inculpation de vol, dans une affaire qui ne comporte aucun des éléments du vol, si des arrêts postérieurs ne nous donnaient l'intelligence de l'arrêt du tribunal de Coutances et si la Cour de cassation elle-même n'avait plus tard admis une théorie très voisine de celle que nous venons de voir écartée.

L'arrêt auquel nous faisons allusion est du 30 avril 1830. Il ne vise pas l'article 379 qui, comme nous venons de le voir, ne s'applique pas, il vise les articles 400 et 401, et aboutit à condamner comme « vol » un cas de chantage.

« L'extorsion, dit l'analyse de l'arrêt, d'un écrit renfermant obligation ou décharge, lorsqu'elle n'a eu lieu ni par force, ni par violence, ni par contrainte, circonstances qui la rendent passible des travaux forcés à temps (C. pén. art. 400), ne cesse pas pour cela d'être punissable, elle rentre dans la classe des vols simples, prévus et punis par l'article 401 du même Code (1). »

Ici, la jurisprudence définit très exactement le chantage — elle ne crut pas, peut-être à tort, y voir une contrainte aux termes de l'article 400 entraînant

---

1, Cass., 30 avril 1830. S. 30. 1. 378. — Morin, *Dict. dr. crim.* V° *Extorsion*, p. 310. — Chauveau, F.-Hélie, *op. cit.*, t. V, n° 2133. — Blanche, *Etudes pratiques du Code pénal*, t. V, p. 60.

des peines criminelles — mais elle y voit une extorsion, avec circonstances atténuantes, ce qui est la vérité même. Comment alors réprimer ? En vertu de l'article 401, qui dit « les autres vols non spécifiés dans la présente section... ».

Voici donc que la Cour de cassation qui, en 1819, disait que le tribunal de Coutances avait dans les mêmes circonstances « fait une fausse application de l'article 401 », applique le même article.

C'est que, maintenant, il n'est plus question de l'article 379.

L'article 401 est ainsi conçu :

Les autres vols, non spécifiés dans la présente section...

Or, dans la présente section (sect. I du chap. II intitulé « Vols ») se trouve l'article 400 visant l'extorsion. L'extorsion était donc un vol. Le chantage qui était une extorsion par contrainte, mais ne présentant peut-être pas tous les caractères désignés par l'article 400 ou dans laquelle, en tout cas, on ne voulait pas retrouver ces caractères, devait être « un autre vol », puisqu'il était comme une extorsion — simple — sans les circonstances aggravantes de l'article 400.

Cette théorie était ingénieuse. Elle montrait bien dans le chantage ses vrais caractères. Une extorsion délictuelle, si on peut dire, elle reposait sur une analyse psychologique fine et exacte.

Elle aboutissait au fond à la loi actuelle et elle eut peut-être évité des distinctions que nous retrouvons tout à l'heure dans la répression à l'aide de l'article 400. Elle ne fut pas suivie.

L'arrêt que nous citons est d'ailleurs critiquable en un sens, le chantage n'est pas « un autre vol » Quoiqu'il soit une extorsion délictuelle, pour la bonne raison que l'extorsion elle-même n'est pas un vol. Si en rapprochant le chantage de l'article 379, qui domine toute la section et doit servir à l'interpréter tout entière, on trouve que l'article 379 ne s'applique pas, on ne doit pas pouvoir revenir à l'appliquer sans le citer.

Il n'y a pas soustraction frauduleuse lorsqu'il y a accord de volonté, c'est dire que dans l'extorsion comme dans le chantage, il n'y a pas vol, mais un délit distinct (1).

Nous arrivons maintenant à l'article, véritablement utilisé par la jurisprudence, l'article 405 qui concerne l'escroquerie.

---

1. Cf. Faustin-Hélie, 1<sup>re</sup> éd. n° 209 « l'extorsion, soit de la signature, soit de la remise d'un écrit, suppose que le signataire ou le détenteur ait été amené lui-même à signer ou à remettre l'écrit... il est difficile d'admettre que ce résultat soit obtenu dans la contrainte... c'est donc, même en écartant la violence, un délit particulier, qui renferme le vol en soi, mais en conservant son caractère spécial et distinct...

Dans sa première rédaction, article 35, titre 2, de la loi des 19-22 juillet 1791, il ainsi conçu :

Ceux qui, par dol ou à l'aide de faux noms ou de fausses entreprises ou d'un crédit imaginaire, ou d'espérance et de craintes chimériques auraient abusé de la crédulité de quelques personnes et escroqué la totalité ou partie de leur fortune, seront poursuivis... » A ce sujet Chauveau-Hélie (2) écrivent à ce sujet : « Aucune disposition n'a donné lieu à plus de contestations de la part des juges ; cette expression vague de dol permettait d'atteindre toute espèce de fraudes ».

Précisément pour cette raison le mot dol fut utilisé pour atteindre des cas de chantage ; mais le tribunal de Cassation déclara tout de suite qu'il n'y avait pas dans l'espèce le dol prévu par la loi, écarta une interprétation extensive de ce mot et aborda, à propos de « craintes chimériques », une interprétation que nous retrouverons (1).

Dès le Code pénal de 1810 d'ailleurs le mot dol fut supprimé et l'article 405 fut ainsi rédigé :

Quiconque, soit en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique..., sera puni... »

Dans le chantage il n'y a manifestement pas usage

---

1. 3<sup>e</sup> éd., t. V, p. 297.

2. Cass. 13 vent., an VII. D. *Jur. gén.* V<sup>e</sup> *escroquerie*, n<sup>o</sup> 188.

de faux noms ou de fausses qualités ; si la jurisprudence voulait donc utiliser l'article 405 pour la répression du chantage, il ne pouvait s'agir que de « manœuvres frauduleuses » « pour faire naître la crainte... d'un accident ou de tout autre événement chimérique ».

L'article dit en outre :

Se sera fait remettre ou délivrer des fonds... et aura par un de ces moyens escroqué ou tenté d'escroquer.

Il prévoit par là la tentative. Nous aurons à étudier successivement dans quelles conditions le chantage constituait les « manœuvres » prévues par l'article 405 et la répression de la tentative.

La jurisprudence a voulu voir dans le chantage des « manœuvres frauduleuses » faisant naître « la crainte d'un événement chimérique ».

Tout d'abord y a-t-il à proprement parler « manœuvres » dans le chantage.

Chauveau et Helie (1) disaient : « Cette expression suppose une certaine combinaison de faits, une machination préparée avec plus ou moins d'adresse, une ruse ourdie avec plus ou moins d'art.

» Les paroles artificieuses, les allégations mensongères, les promesses, les espérances ne sont point isolées de tout fait extérieur, des manœuvres ; il faut

---

1. T. V, p. 309.

qu'elles soient appuyées d'un acte quelconque destiné à les appuyer et à leur donner crédit. »

Rien de tout cela n'existe dans le chantage. Aucune mise en scène, point de « machination préparée ».

La plupart du temps point « de paroles artificieuses » ni « d'allégations mensongères » une menace : et c'est tout. Il y a contrainte, crainte. Il ne paraît pas y avoir manœuvres.

Cette question ne semble n'avoir arrêté ni la jurisprudence ni même la doctrine. Chauveau et Helie, dont nous empruntons tout à l'heure l'analyse, après avoir cité un arrêt que le contredit constatant simplement, sans ajouter aucune critique que constitue des « manœuvres franduleuses » « le fait d'avoir écrit une lettre anonyme contenant des menaces... avec ordre de déposer argent dans un lieu déterminé ».

Le mot vague de manœuvres paraissait d'ailleurs avoir été placé dans l'article précisément pour permettre une interprétation large.

Comme dit Carnot (1), ce mot manœuvre n'a pas « une signification assez précise pour que l'application n'en pût devenir *arbitraire* ; il a été dans la prévoyance du législateur de fixer le cas où cette application devait être faite en déterminant *dans quel objet* ces manœuvres avaient dû être employées. »

Elles ont dû être employées dans le but d'inspirer

---

1. Carnot, 405, p. 369.

la crainte d'un événement chimérique. Donc, sans cet arbitraire redoutable et dont il est toujours question, on peut à la rigueur considérer le chantage comme une « manœuvre », à condition qu'il ait eu pour effet d'inspirer la « crainte d'un événement chimérique ». C'est par les mots « crainte d'un événement chimérique » que doit s'interpréter le mot « manœuvres ».

Le mot « crainte » s'applique très exactement en l'espèce au sentiment qu'inspire à sa victime la menace du maître chanteur.

Le mot crainte relie l'article 405 à l'article 400. Mais tandis que dans l'article 400, la crainte inspirée est l'élément essentiel du crime, à condition qu'elle soit violente et ait pour but l'obtention d'une signature..., dans l'article 405 la crainte est loin d'être l'élément important. Le législateur essaie d'envelopper dans une phrase sinueuse un ensemble de faits coupables que l'on conçoit parfaitement, mais dont le caractère spécifique est difficile à déterminer, d'où résultent de grandes difficultés de définition. Le législateur met crainte à côté d'espérances, précisant ces mots par les mots imprécis « manœuvres frauduleuses » et par le fait qu'il exige que la crainte ou l'espérance soit celle « d'un événement chimérique ». L'élément crainte n'est pas pour lui l'élément essentiel. Il ne veut pas que, suivant l'expression de l'ancienne rédaction, l'on « abuse de la crédulité de

quelques personnes ». Ce qui donne le ton à l'article 405 c'est l'expression « événement chimérique » qui se comprend mieux encore quand on la rapporte à l'expression crédulité de l'ancien art. 405 qu'à l'expression « manœuvres » du nouveau.

Dans l'article 405 nous avons vu que le juge pouvait sans trop de difficulté appliquer à tous les cas de chantage les expressions manœuvres et crainte.

Reste « événements chimériques ». La crainte qu'inspire le maître chanteur est-elle celle d'un événement chimérique. La solution de cette question montrera l'emploi fait par la jurisprudence de l'article 405, c'est-à-dire déterminera quels furent les cas de chantage réprimés avant 1863.

A cette question : la crainte qu'inspire le chantage est-elle celle d'un événement chimérique, la jurisprudence répond, d'une manière générale, par une distinction.

Le chantage inspire la crainte d'un événement chimérique quand il s'effectue par menace de révélation d'un fait faux.

Au contraire il inspire la crainte d'un événement qui n'a rien de chimérique quand il s'effectue par menaces de révélations d'un fait vrai.

Dans le premier cas, il rentre dans l'article 405, il est punissable.

Dans le deuxième cas, il ne rentre pas dans l'article, il n'est pas punissable.

L'on a fait à cette jurisprudence une première critique. On a dit : que le fait soit vrai ou faux, la crainte n'est pas plus chimérique dans un cas que dans l'autre.

La calomnie est toujours à craindre.

La femme la plus vertueuse ne peut voir sans ombre sa vertu soupçonnée.

Cette opinion, qui, si elle avait été adoptée par la jurisprudence, eut abouti à l'impunité absolue du chantage, nous paraît résulter d'une analyse insuffisamment précise de l'article 405. Elle ne fait pas la distinction subtile peut-être, mais sans doute exacte, entre une crainte chimérique et la crainte d'un événement chimérique. La crainte n'est jamais chimérique, elle est un fait subjectif aussi incontestable que le plaisir ou la douleur.

L'article 405 déclare la crainte chimérique par rapport à l'événement.

L'événement est un fait objectif. Le juge peut apprécier que la crainte était disproportionnée avec l'événement, parce que l'événement ne pouvait pas arriver, tandis que l'article 400 impose au juge une analyse psychologique de la crainte dans laquelle il doit tenir compte de l'âge, du sexe... du sujet : l'article 405 impose l'examen des faits, non plus du point de vue de la victime, qui a cru à la réalité des événements, mais du point de vue objectif, du point de vue du juge. A considérer ainsi les choses, on

peut dire que certains chantages inspirent la crainte d'un événement chimérique.

L'événement réel et non chimérique de la révélation dont on menace, n'est pas ce qui décide la victime à céder au maître-chanteur, mais bien le préjudice qu'elle prévoit qui résultera de cette révélation. Or ce préjudice, auquel la crédulité de la victime donne tant d'importance, peut être très minime, chimérique même, soit par exemple que le maître-chanteur soit hors d'état d'exécuter sa menace, soit que la personne à qui on menace de révéler le fait en ait déjà eu connaissance...

Cette distinction est indépendante de la vérité ou de la fausseté des faits. D'une manière générale, il y a inconvénient à voir révéler un fait vrai. Mais les circonstances peuvent faire que, en dépit de la vérité des assertions du maître-chanteur, celui-ci soit dans l'impossibilité de nuire. En revanche il arrivera beaucoup plus souvent que, malgré la fausseté des faits allégués, les craintes de la victime n'aient rien de chimérique.

La théorie jurisprudentielle est plus simple. Le fait que l'on menace de révéler est-il vrai, rien de chimérique dans la crainte, l'article 405 ne s'applique pas. Le fait est-il faux, la crainte est chimérique, l'article 405 s'applique. Nous verrons cependant qu'il y a eu une évolution jurisprudentielle.

La distinction faite par la jurisprudence s'est manifestée dès le début.

Un arrêt du 13 ventôse an VII (1) déjà cité déclare que le chantage n'est pas le dol que prévoyait alors la loi et, abordant les « craintes chimériques », dit que le maître-chanteur « n'a pu finalement inspirer » à ses victimes « d'autres craintes que celles de subir la peine que les lois prononcent contre les délits de l'espèce de celui sur lequel ils ont composé crainte qui n'était pas chimérique ». Nous pourrions citer dans ce sens de très nombreux arrêts. Quand il y a menace de révélation d'un fait vrai, il n'y a pas de chantage.

Une question se pose alors. Si l'article 405 ne s'applique qu'au cas de menace de révélation d'un fait faux, la victime du chantage doit-elle faire la preuve de la fausseté du fait ?

Un homme déchire une reconnaissance de dette. Sous menace de poursuites, on l'oblige à signer une reconnaissance du double de la somme due. « Le fait que l'on menace de révéler : destruction du billet — est un fait vrai — et, en quelque manière, manifeste, puisque la destruction du billet est la cause même du chantage, et qu'on ne peut pas poursuivre le chantage sans, du même coup, faire éclater la réalité du fait.

---

1. Cass. 13 ventôse an VII, *Journ. du Palais*, t. I, p. 345. — Faustin Hélie, 1<sup>re</sup> édit., p. 306.

Oui, mais si l'on menace une femme de révéler des relations adultères. Cette menace peut-être celle de révéler un fait vrai ou faux. Il peut même arriver que le maître chanteur croie accuser une femme simplement compromise et se trouve accuser une femme coupable. La vie produit des rencontres plus étranges.

Imposer à la victime d'un chantage la preuve de son innocence était un étrange renversement des règles de la procédure pénale. C'est à cette occasion que nous trouvons une évolution de la jurisprudence.

Au début elle exige la preuve de la fausseté du fait que l'on menace de révéler. L'arrêt qui condamne doit sur ce point être formel.

Dans tous les cas où le fait est douteux, il n'y a pas « crainte d'un événement chimérique, aucune condamnation n'est possible ».

En outre, la jurisprudence n'exige, en aucune manière, que le fait vrai que l'on menace de révéler ait causé au maître chanteur le moindre dommage.

Nous avons vu le cas d'une dame qui, à titre de débitrice, a détruit un titre de créance de 1000 francs et qui s'en fait souscrire un nouveau de 1500. Mais, disent Chauveau et Faustin Hélie, « la même solution (non application, art. 405) devrait être appliquée au prévenu qui ayant, découvert qu'un crime ou un délit aurait été commis par une personne, se ferait remettre

de l'argent en menaçant de dénoncer à la justice (1) ».

Nous observons une première tentative d'élargissement de l'interprétation des mots « événements chimériques » à propos d'une affaire qui revint deux fois en 1840 et en 1842, devant la Cour de cassation (2).

Un nommé Dillard ayant mis dans le commerce un billet de 500 francs qui était un faux, avait, sous menace de plainte, souscrit à un tiers un billet de 3.000 francs. Poursuites. La Cour de Rouen condamne sans indiquer d'une manière précise si le billet était réellement faux. La Cour de cassation (1840) casse, indiquant que la crainte qu'a éprouvée Dillard « n'a pu être considérée par l'arrêt comme étant celle d'un événement chimérique qu'autant qu'il aurait été reconnu que le billet de 500 francs dont il s'agit n'était point faux, puisque si le billet était faux, les craintes sous l'influence desquelles Dillard a consenti à souscrire le billet de 3.000 francs étaient sérieuses, que cependant l'arrêt ne contient aucune déclaration sur ce point. »

Cela était fort net. La victime doit faire la preuve que le fait que l'on a menacé de révéler était faux. L'espèce était intéressante parce que le billet n'avait

---

1. Chauveau et Faustin Hélie, *op. cit.*, p. 306.

2. Cass. 19 sept. 1840. S. 41. 1. 667. D. 42. 1. 178.

nui en rien au maître-chanteur, la signature imitée n'étant pas la sienne. La jurisprudence logique exige que l'on fasse une enquête auprès de la tierce personne.

Sur renvoi devant une autre Cour (la Cour d'assises) l'arrêt constate que le billet était faux, mieux que la crainte inspirée par la menace de porter plainte est celle « d'un événement chimérique », parce que le tiers dont on avait imité la signature était « resté étranger à cette machination ». La Cour de cassation toutes chambres réunies, confirma l'arrêt.

Dans cet arrêt, la Cour de cassation abandonne la distinction du fait vrai ou faux pour adopter celle plus juridique que nous exposons tout à l'heure.

Quoique le fait que le maître chanteur menaçait de révéler à la justice fût vrai, la victime éprouvait une crainte chimérique, parce que la plainte n'avait aucune chance d'être suivie d'effet, puis que la victime du faux ne s'associait pas à la « machination ».

Un autre pas, plus grand encore, fut fait.

L'arrêt célèbre de Bordeaux le marque (1).

Des femmes sont menacées de voir révéler leurs relations adultères. On poursuit les maîtres chanteurs, on les condamne sans s'être trop soucié de savoir jusqu'à quel point la vertu de ces dames était à l'abri de la critique.

---

1. Cass., 20 mai 1858. S. 58. 1. 486. D. P. 58. 1. 225.

La jurisprudence crée ainsi une sorte de présomption de fausseté du fait. Dans le cas où le fait était vrai et manifeste, il était impossible, sans violer les textes, de ne pas acquitter.

Nous avons vu comment la jurisprudence avait fait rentrer le chantage dans l'expression manœuvre frauduleuse faisant naître la crainte d'un événement chimérique.

Cette condition n'était pas encore suffisante. La loi disait :

Quiconque... par ces moyens... se sera fait remettre ou délivrer des fonds... et aura escroqué ou tenté d'escroquer...

Se sera fait remettre, disait l'article. Il semblait bien exiger la remise effective des fonds. Il en résultait des difficultés pour la répression de la tentative.

Notre actuel article 405 réprime sans discussion possible la tentative. Il porte depuis 1863 : « quiconque... se sera fait remettre ou aura tenté de se faire remettre » (1).

Ainsi s'est posé avant 1863 la question de la tentative. Nous n'insisterons pas sur ce sujet qui ne nous concerne pas particulièrement s'étant posé pour tous les cas d'escroquerie et non spécialement pour le chantage. Cependant nous indiquerons rapidement

---

1. Même loi qui créait ce délit de chantage.

les diverses solutions. La répression de la tentative est plus intéressante en matière de chantage qu'en tout autre. Il est rare que la victime d'un chantage se plaigne après avoir chanté, elle perdrait le bénéfice d'un silence chèrement acheté. Si elle se plaint, c'est qu'il n'y a encore que tentative. Elle demande protection

Le juge pourra-t-il la lui accorder ?

L'article 405 exigeait la remise des fonds, mais il semble bien que dès que les fonds sont remis il y a délit consommé et non tentative. Il y a manœuvres, les manœuvres ont réussi, le délinquant a emporté l'argent mal acquis... dans ces conditions quelle différence faire entre le crime et la tentative.

La jurisprudence commença par admettre qu'une interprétation trop stricte aboutirait à enlever tout sens à l'article 405 et condamna sans exiger la remise effective des fonds (1).

La doctrine protesta (2), l'article disait « se sera fait remettre » il exigeait la remise effective. Quant à la différence entre la tentative et le délit, il fallait la prouver dans la dernière partie de l'article ; quiconque aura escroqué ou tenté d'escroquer... Il y a délit lorsque l'inculpé a dépensé l'argent, si vous prenez le délinquant sur le fait, il a tenté

---

1. Cass. 24 fév. 1827 *Bul.* n° 435.

2. Chauveau Faustin Hélie, t. V, p. 335,

d'escroquer l'argent qu'il a en main, il n'y a que tentative.

La jurisprudence, par un premier revirement admit cet théorie (1). Il faut y objecter, qu'elle est sans rapport avec la culpabilité de l'individu, et distingue faussement, à notre avis, la consommation d'un délit et le profit que le délinquant en peut tirer. Dès le moment où la somme d'argent demandée a été versée dans les mains du maître-chanteur, cette somme est entrée dans son patrimoine, il a escroqué.

Il y avait dans le manque de concordance des deux phrases « se sera fait remettre » et « aura tenté d'escroquer », une simple omission du législateur. La loi de 91 ne prévoyait pas du tout la tentative d'escroquerie, le Code pénal avait cru les prévoir suffisamment en disant « quiconque aura tenté d'escroquer ».

C'est à cette interprétation que revint rapidement la jurisprudence (2).

La loi de 63 en ajoutant dans la phrase symétrique à : « aura tenté d'escroquer » les mots « aura tenté de se faire remettre » coupa court à toute discussion.

---

1. Cass. 29 nov. 1828. D. P. 29. t. 44. — Cass. 28 janv. 1834 S. 34. 1. 833.

2. Cass., 20 janv. 1846. Ch. réunies. D. P. 46. 1. 67. — Poitiers, 20 mai 1858. D. P. 58. 2. 195.

---

## CHAPITRE III

---

### LA LOI DU 13 MAI 1863

Le projet de la loi du 13 mai 1863 ne prévoyait pas le chantage. L'initiative de la commission suppléa à cet oubli. Elle fit ajouter à l'article 400 du Code pénal un paragraphe nouveau ainsi conçu :

Quiconque, à l'aide de la menace écrite ou verbale, de révélations ou d'imputations diffamatoires, aura extorqué ou tenté d'extorquer soit la remise de fonds ou valeurs, soit la signature ou remise des écrits énumérés ci-dessus, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 50 francs à 3.000 francs.

L'on s'explique l'initiative de la commission par l'époque à laquelle la loi fut votée. L'opinion publique était alors profondément émue par « l'affaire du forçat ». Le forçat était un individu qui, à l'âge de seize ans, avait été condamné à quinze ans de travaux forcés. Sa peine exécutée, il était rentré en France avait trouvé une situation, s'était marié. Il

vivait honnêtement ; son compagnon de chaîne le fit chanter.

La loi est en quelque manière l'écho de cette affaire du moment.

M. Cordoen, commissaire du gouvernement le reconnaît : Il rapporte l'histoire même de ce « procès qui a eu assez d'éclat pour être resté dans la mémoire de tous ». Et il s'accompagne souvent de réflexions suivantes, au sujet de la réclusion en commun.

« Il est souvent arrivé ceci, messieurs, c'est que ceux qui voulaient revenir au bien, c'est que ceux qui voulaient replacer leur existence modeste et ignorée dans la voie de l'honnêteté et du travail en ont été empêchés par les menaces de révélation et par les extorsions exercées vis-à-vis d'eux par ceux qui voulaient rester incorrigibles dans le mal. Voilà quelle a été l'origine de la disposition nouvelle. Voilà le cas principal pour lequel le paragraphe 2 est fait (1).

Le rôle de la loi fut plus important que celui que lui assignait M. de Cordoen. Si elle a son « origine » dans des cancans de prisonniers — aujourd'hui elle ne sert pas « principalement » à protéger d'anciens forçats qui veulent « replacer leur existence modeste et ignorée dans la voie de l'honnêteté et du travail ».

C'est une chose étrange que des lois que l'on croit

---

1. *Moniteur universel*, 15 avril 1863, p. 567 et 3 col.

faire pour des cas particuliers et spéciaux s'appliquent si bien à toute une série de rapports entre les hommes. C'est que les événements dont on parlait enfermaient en eux plus de réalité que l'on en voulait y voir, l'arbre figure et résume la forêt toute entière pour un esprit d'analyse et de généralisation — comme doit l'être un esprit juridique.

La loi qui fut votée sous le coup des procès que nous avons relatés n'était pas une loi de circonstance. Elle avait été précédée par une jurisprudence assez abondante.

La discussion de la loi fait merveilleusement suite au travail qui l'a préparée. Elle envisage d'une façon doctrinale toutes les questions résolues par la jurisprudence d'un point de vue pratique. Nous allons retrouver les principaux courants que nous avons essayés de suivre avant 63.

Tout d'abord, le législateur a considéré comme acquise la jurisprudence établie en 63. C'est un point de départ donné.

La jurisprudence condamnait toujours, quand il s'agissait de menaces de révélation d'un fait faux, et acquittait quand il s'agissait de menaces de révélation d'un fait vrai.

Le législateur ne se pose pas, comme il aurait pu le faire, la question : le chantage est-il punissable ?

---

1. *Moniteur universel* 14 nov. 1867, p. 517, 3<sup>e</sup> coll.

Mais bien : le chantage par menace de révélation d'un fait vrai est-il punissable ?

La deuxième question qui se pose est celle de savoir quelle sera la place, dans le Code, du nouveau délit. Les deux questions s'engrènent et peuvent difficilement être traitées séparément. Pour savoir si le chantage est punissable, encore faut-il le définir, et le définir c'est le classer.

Cette manière de peser les questions, en prenant comme point de départ une distinction qu'une interprétation de textes avait imposé à la jurisprudence, avait un gros inconvénient ; c'était de ne pas montrer l'unité du chantage, qu'il s'opère par menaces de révélation d'un fait vrai ou faux. Il en résulte que, dans la discussion, ce délit réprimé depuis si longtemps paraît nouveau à certains. Jules Favre (1), qui d'ailleurs dès le début s'était montré hostile à l'ensemble de la loi, s'exprime ainsi à propos du paragraphe 2 de l'article 400.

On a introduit, dans le projet, un délit nouveau. Permettez-moi cette observation qui est peut-être naïve : Je me défie de toute espèce d'innovation en matière de délits. Je crois que la matière morale a

---

1. Le mot de chantage lui paraissait : « emprunté à je ne sais quel argot » et lui causait « une sorte de chagrin ». Ce mot ne fut pas admis « dans le langage légal, qui doit toujours être digne, élevé, s'adresser au respect des populations ». Il resta dans la langue, la chose dans les mœurs. *Moniteur*, 12 avril 1863, p. 529, 2<sup>e</sup> vol.

été suffisamment explorée, pour que nous n'ayons, à moins qu'il ne s'agisse de circonstances tout à fait exceptionnelles naissant de faits économiques ou sociaux qui se produisent ou qui n'existaient pas encore, pour que nous n'ayons, dis-je, rien à innover. Eh bien, les rédacteurs du projet et la commission après eux — il paraît même que la responsabilité en appartient tout entière à la commission — la commission, dis-je, a pensé qu'il était bon de créer un délit nouveau : la menace de révélation (1).

Cette critique écartée. Voyons ce qui fut dit pour et contre le nouvel article 400.

Le chantage ne paraissait pas punissable à certains pour des raisons morales et pour des raisons pratiques. D'autres, tout en le considérant punissable, ne trouvaient pas que la place du délit fut à l'article 400.

Favre fut parmi les plus ardents détracteurs du projet de loi. Dans la discussion il fit à un moment passer un souffle plus politique que juridique.

» Il n'y a pas un homme qui n'ait reçu des lettres anonymes, qui n'ait été l'objet des menaces les plus odieuses et qui n'en ait fait justice en les jetant dans son panier, et je ne sache pas que la société en ait été troublée.

» Cette action... est sans aucune efficacité sur le

---

1. *Moniteur*, 12 avril 1863, p. 629, 2<sup>e</sup> col.

repos d'un citoyen honnête parce qu'elle ne peut, en aucune manière, le troubler. » (1)

Au point de vue de la psychologie, nous passons du monde des forçats dans le Parlement. En lisant ce discours de Favre, on a l'impression qu'il pensait aux lettres qu'il avait pu recevoir, et qui n'avaient eu « aucune efficacité sur son repos ». Il les avait jetées « dans son panier », mais il oubliait que les lois sont faites aussi pour ceux qui n'ont pas de « panier à papier ». Ils ne font pas justice des lettres anonymes et leur repos en est troublé ».

Des objections plus sérieuses furent faites. Favre dit lui-même :

« Je n'examine pas la question très délicate de savoir si celui qui a eu dans sa vie une défaillance, une faiblesse, une faute cachée, est digne de la protection de la justice. Si cette question m'était posée, je la résoudrais par la négative » (2).

Et M. de Cordœn résumait la question en ces termes :

« Le chantage doit-il être puni ?

» Nul ne le conteste, quand il procède par la menace de l'imputation d'un fait faux. On hésite lorsqu'il agit par la menace de la révélation d'un fait vrai. En ce cas, dit-on, la personne menacée est coupable :

---

1. *Monit. universel*, 1<sup>er</sup> av. 1863, p. 529, 2<sup>e</sup> vol.

2. *Moniteur*, 11 av. 1863, p. 529, 2<sup>e</sup> vol.

pourquoi s'est-elle exposée ? L'extorsion dont elle est l'objet n'est que la conséquence de sa faute ; quel intérêt mérite-t-elle ? A quelle protection a-t-elle droit ? L'intérêt de la société, au contraire, est que la faute soit divulguée ; d'ailleurs, la protection que donnerait la loi serait inefficace, car le jour où la victime du chantage voudrait en dénoncer l'auteur, elle se ferait à elle-même le mal de publicité qu'elle voulait éviter (1). »

Ces objections étaient faciles à réfuter.

La victime est-elle digne de la protection de la loi ? « La loi ne voit pas l'indignité de la victime, elle voit la culpabilité du fait », c'est-à-dire du délinquant.

« Mais, dit-on, ce sera achever de déshonorer la victime que d'introduire une action contre celui qui se serait rendu coupable de pareilles exactions. Qu'est-ce à dire. Est-ce que la loi ne doit pas avoir un but plus élevé et des aspects plus généreux ? Est-ce que celui qui a été victime d'un vol commis à son préjudice dans une maison de débauche peut arrêter l'action de la justice, parce que la publicité judiciaire viendra révéler l'indignité de sa conduite... » (2).

A la question : la victime n'est pas digne d'être protégée, le rapporteur répond donc : le maître chanteur est digne d'être puni.

---

1. Duvergier, *Lois-décrets*, p. 469.

2. *Moniteur universel*, 5 novembre 1867, p. 567, 3<sup>e</sup> colonne.

A l'objection : votre protection sera nuisible à la victime, il répond : vous oubliez que vous disiez qu'elle n'était point digne de protection. On peut ajouter que semblable aux contre-mines de l'antique stratégie, la menace d'une plainte en chantage peut arriver à mettre fin à d'importunes menaces de révélation.

Prétendre que la société a intérêt à ce que les fautes soient divulguées, est poser un principe bien discutable. Une société n'a guère à gagner au scandale. D'ailleurs, le chantage n'a pas pour but de relever les fautes cachées, mais bien d'en faire payer l'obscurité. Le chantage devait donc être puni. Mais par quels moyens ? Ici, M. de Cordœn rencontra M. Picard comme adversaire.

« Je comprends à merveille, dit M. Picard, que les faits qui viennent d'être stigmatisés par M. le commissaire du gouvernement doivent être atteints par la loi pénale ; la seule difficulté, c'est de les atteindre conformément aux principes du droit pénal.

» L'article 405, par une simple addition peut comprendre parmi ses éléments le fait que vous voulez réprimer et il en résultera un double avantage. Vous aurez d'abord classé le délit là où il doit être placé, et, en second lieu, faisant un cas nouveau d'escroquerie, vous aurez rattaché à une disposition pénale

---

1. *Mon. univ.*, 15 nov. 1863, p. 567, 4<sup>e</sup> col.

connue, dont les éléments sont consacrés depuis longtemps, une nouvelle disposition qui atteindra un fait nouveau. Vous aurez fait une amélioration et vous n'aurez pas fait une innovation dangereuse.

» Mon honorable collègue, M. Millet, qui est une autorité incontestable sur ces matières me fait observer qu'il suffirait d'ajouter aux mots événement chimérique ceux de : ou réel. »

L'objection de M. Picard [est une conséquence de la manière dont s'est posée la question à la suite de la jurisprudence. On veut continuer dans la voie qu'elle a tracée. Il semble simple de consacrer la longue élaboration jurisprudentielle par l'adjonction d'un simple mot à l'article 405. M. de Cordoen réfute cette objection par une critique de la jurisprudence sous l'article 405 et une analyse exacte du chantage.

Le chantage est-il puni par les lois existantes, se demande-t-il :

« On s'accorde à reconnaître que le chantage qui procède par la menace de révélation d'un fait vrai ne tombe pas sous l'application de la loi.

Pour celui qui procède par la menace de l'imputation d'un fait faux, on trouve çà et là quelques monuments de jurisprudence qui l'ont considéré comme une escroquerie et qui l'ont fait rentrer sous l'application de l'article 405. On dit, pour appuyer cette doctrine, que si l'imputation est calomnieuse, la menace est vaine et la crainte chimérique; cepen-

« dant le danger de perdre sa réputation, si l'on est calomnié, n'est pas toujours une chimère ; la calomnie ne laisse-t elle pas toujours quelque chose après elle ? Qui oserait dire que Basile a cessé d'avoir raison (1). »

Le chantage n'est pas l'escroquerie de l'article 405. Celle-ci procède par la persuasion, par la ruse et par des manœuvres frauduleuses. Elle arrive à ses fins par les illusions qu'elle fait naître, par les craintes ou par les espérances chimériques qu'elle inspire...

« Le chantage a pour objet d'arracher une somme d'argent en influençant la volonté par la crainte d'un mal véritable et sérieux ; c'est une extorsion : si le mal était craint pour la personne, ce serait une violence physique ; comme il est craint pour la réputation et pour l'honneur, c'est une violence morale. Le chantage est donc une extorsion à l'aide d'une contrainte. Voilà son caractère ; voilà le genre auquel il appartient ; voilà pourquoi, s'il prend place dans le Code pénal, c'est dans l'article 400 que cette place est marquée (2). »

Si dans les deux cas : menaces de révélation d'un fait vrai, menaces de révélation d'un fait faux, le délit est le même, la répression s'impose dans les deux cas. Il suffisait en un sens de l'analyse de M. de Cordœn

---

1. Duvergier, p. 469.

2. Duvergier, p. 468.

pour réfuter les objections de tous, puisque tous voulaient maintenir la répression quand il s'agissait de menaces de révélation d'un fait faux. Est-il besoin d'ajouter que la rédaction de M. Picard, tout en ayant tous les inconvénients qu'il reprochait à celle de M. de Cordœn, en avait un autre plus grave encore : c'est qu'en voulant faire entrer un délit dans un texte qui n'était pas fait pour lui, il rendait le texte indéfiniment extensible.

La loi fut votée le 18 avril 1863 par 150 voix contre 48, et toujours hanté par l'idée du forçat victime de son compagnon de chaîne, le garde des Sceaux, dans une circulaire du 30 mai 1863, écrivait : « Désormais, la confiance peut renaitre dans le cœur de l'innocent que des apparences trompeuses avaient exposé à une condamnation scandaleuse... »

---



## CHAPITRE V

---

### L'APPLICATION DE LA LOI DE 1863

La loi disait :

Quiconque à l'aide de la menace écrite ou verbale de révélations ou d'imputations diffamatoires aura extorqué ou tenté d'extorquer soit la remise de fonds ou valeurs, soit la signature, ou la remise des écrits énumérés ci-dessus, sera puni d'un emprisonnement de cinq ans et d'une amende de 50 francs à 3.000 francs.

La jurisprudence, tout de suite (1), analysa ainsi les « trois circonstances nécessaires pour établir le délit prévu par l'article 400 du Code pénal :

- 1<sup>o</sup> Mauvaise foi ;
- 2<sup>o</sup> Menace écrite ou verbale dans un but de cupidité illégitime ;
- 3<sup>o</sup> Menace de révéler ou de dénoncer un fait diffamatoire, c'est-à-dire portant atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne menacée.

---

1. Cass., 24 fév. 1866. S. 66. 1. 309 ; D. P. 66. 1. 189.

On pourrait faire à cette analyse, adoptée depuis par la jurisprudence, des objections d'ailleurs purement théoriques. Tout d'abord l'énumération est incomplète, elle oublie un quatrième élément aussi indispensable que les trois autres : c'est que la menace ait pour but d'obtenir soit la remise de fonds, soit la signature ou la remise de certains écrits limitativement énumérés. On peut encore dire que la mauvaise foi ne devrait peut-être pas se distinguer de la « cupidité illégitime ». Il est en effet difficile de concevoir quelqu'un qui manifeste, de bonne foi, une cupidité illégitime.

Nous étudierons successivement :

- 1° Les menaces au sens de l'article 400 ;
- 2° L'imputation ou la révélation de faits diffamatoires ;
- 3° La cupidité illégitime et la mauvaise foi ;
- 4° Les écrits limitativement énumérés ;
- 5° La tentative.

Le législateur, instruit par l'expérience de l'article 405, la prévoit formellement en disant « qui-conque... aura extorqué ou tenté d'extorquer... »

\* \* \*

Le chantage est constitué, dit la loi, par « la menace de révélations ou d'imputations diffamatoires ». Le chantage paraît donc se trouver à la rencontre de

deux faits prévus par la loi : la menace, la diffamation. Une comparaison rapide entre les divers textes pourra sans doute éclairer la question.

*Menaces.* — L'article 400 § 2 réprime une menace de révélations diffamatoires. D'autres menaces sont prévues par la loi. Un chapitre du Code est intitulé : « Des menaces. » Dans ce chapitre :

L'article 305 réprime la menace écrite avec ordre ou sous condition d'attentats punis de peines perpétuelles ;

L'article 306 réprime les mêmes menaces sans ordre ni condition ;

L'article 307 réprime les mêmes menaces avec ordre ou sous condition, mais verbales ;

L'article 308 réprime les menaces écrites ou verbales, mais avec ordre ou sous condition de simple violences ;

L'article 436 du Code pénal (loi de 1892) réprime les menaces d'incendie ou d'attentats anarchiques.

Le chapitre des menaces est placé dans le Code pénal au titre des crimes et délits contre les personnes.

Au contraire, l'article 400 § 2 « menaces de révélations diffamatoires » est placé au titre des crimes et délits contre les propriétés.

Il est pourtant manifeste que entre les menaces prévues au chapitre des menaces et les menaces de l'article 400 la liaison est facile à établir.

A l'article 308, chapitre des menaces, la loi réprime la menace écrite ou verbale de simples violences, avec ordre ou sous condition.

L'article 400 § 1, réprime l'extorsion par force, violence ou contrainte — c'est-à-dire par menaces — et au paragraphe 2, l'extorsion par menaces de révélations diffamatoires.

Comme on le voit, les deux articles pourraient se suivre. Ce serait un classement par les menaces. Le Code en a adopté un autre et a séparé les différentes menaces.

Il peut être intéressant d'essayer de découvrir la raison qui a fait placer les différentes mesures à des titres différents et de montrer les conséquences qui doivent, au point de vue de l'interprétation de la menace de révélations diffamatoires, découler de la place dans le Code de l'article 400.

Ce que le législateur a voulu réprimer à l'article 305, c'est la menace en tant que menace.

Certaines menaces comme celles que prévoient l'article 305 troublent profondément la vie sociale.

La menace de mort sous condition est le crime caractéristique de la bande armée. Ces menaces sont dans toutes sociétés les premières réprimées.

L'article 400 réprime un autre aspect de la menace, un aspect plus individuel. La personne qui a eu peur a contracté. Ce que réprime l'article 400 n'est pas la menace en tant que fin — mais la menace

en tant que moyen. A vrai dire l'article 305 a pour but de prévenir la peur et l'article 400 la contrainte.

Il en résulte que législativement la menace est interprétée au chapitre des menaces d'une manière étroite et à l'article 400 d'une manière large ; que d'autre part la condition est législativement interprétée au chapitre des menaces d'une manière large tandis qu'elle l'est d'une manière étroite à l'article 400.

La menace étant au chapitre des manœuvres l'élément essentiel du délit est interprétée d'une manière étroite.

Elle doit être écrite à l'article 305.

Elle n'est pas réprimée quand elle est verbale à moins qu'elle n'ait été faite avec ordre ou sous conditions (art. 300).

L'article 308 punit bien, il est vrai, « quiconque a menacé verbalement ou par écrit, de simples violences » et se sert presque des mêmes termes que l'article 400, mais la jurisprudence à l'article 400, a adopté une interprétation qui, à l'article 308, eut été inadmissible. Nous verrons qu'une simple « allusion » peut suffire à constituer la menace de l'article 400. Nous ne voyons pas à l'article 308, un délit constitué par une « allusion » à de simples violences. En effet il importe de bien s'assurer du caractère de la menace puisque c'est en elle que réside le délit.

La menace n'est au contraire, à l'article 400, qu'un moyen. Le but, c'est la cupidité. Aussi voyons-nous que la condition est beaucoup plus étroitement interprétée à l'article 400 qu'au chapitre des menaces.

Le chantage est une menace « avec ordre ou sous condition », comme le délit des articles 305 et 308 ; mais les articles 305 et 308 — délits contre les personnes — se préoccupent seulement de la condition en tant que précisant la menace et l'atteinte de la liberté ; au contraire, l'article 400 se préoccupe de la condition en tant qu'elle est la manifestation de la cupidité du délinquant. Au chapitre des menaces, peu importe la nature de l'ordre ou de la condition. A l'article 400 il faut que l'ordre ou la condition soit très spécial : remise de fonds ou remise ou signature de titres limitativement énumérés.

Le chantage, disait M. Cordoen, « n'est pas la menace de l'article 305. Celle-ci a surtout pour but d'inspirer la crainte d'une violence physique, elle peut exister sans ordre ni condition ; la condition, si elle existe, n'est pas toujours de se faire remettre une somme d'argent ; la cupidité n'est pas de son essence, bien que le Code pénal l'ait rangée parmi les crimes contre les personnes et non parmi les crimes entre les propriétés » (Duvergier, *Lois-décrets*, 1863, p. 468).

*La jurisprudence et les menaces*

Comme nous le disions, la jurisprudence a été très large dans l'interprétation du mot menaces. Il serait peut-être plus exact de dire qu'elle l'est devenue. Nous trouvons en 1872 un arrêt intéressant de la Cour de Cassation (1).

L'espèce était la suivante : un notaire avait commis des irrégularités. Son clerc lui adresse des demandes de fonds en le menaçant. Les menaces étaient formulées d'une manière imprécise, mais comme elles venaient d'un clerc au courant de ses irrégularités, le notaire se doutait bien qu'il s'agissait d'une dénonciation. L'événement le prouva, car le notaire ayant refusé de chanter, le clerc dénonça les irrégularités. Poursuites contre le clerc pour chantage et condamnation de ce chef.

La Cour de cassation casse.

L'arrêt est formel. Il faut, pour que la menace « revête le caractère délictueux, qu'elle se produise dans les termes spécialement prescrits par ledit article, c'est-à-dire qu'elle contienne celle précise d'une révélation ou imputation diffamatoire ».

La phrase n'est pas très correcte, elle est cependant très claire. La Cour de cassation estime, en 1872, que

---

1. Cass., 26 avril 1872. D. P. 72.1.474; S. 72.1.310.

la loi en disant « menace écrite ou verbale de révélation ou d'imputation diffamatoire » exige que la menace soit précise et dans sa forme et dans son contenu.

L'existence des menaces, dit d'une part l'arrêt est « une condition essentielle et doit être formellement constatée par la décision déférée à la Cour... »

D'autre part, l'arrêt ajoute que dans l'espèce, il n'est pas constaté que la tentative « ait été opérée à l'aide de la menace précise d'une révélation ou imputation diffamatoire ».

La loi ne réprime pas toutes ces contraintes, elle réprime la contrainte par menaces de révélations diffamatoires. Il paraissait difficile à la Cour de cassation de condamner lorsque ni la menace ni le fait diffamatoire n'était précisé.

Cette jurisprudence eut été singulièrement favorable aux maîtres-chanteurs. La précision n'est pas ce qu'ils recherchent avant tout. Il leur suffit d'être compris de leur victime et la crainte fait deviner plus que ce qui est dit.

Peu après l'arrêt de 1872, nous trouvons en 1875, dans une espèce qui se rapproche beaucoup de celle que nous venons d'exposer, un arrêt tout différent. Un huissier, dans un procès-verbal de vente sur saisie, omet divers lots. Le saisi, au courant de cette irrégularité, menace l'huissier dans une lettre : « Vous savez que je vous propose de payer F. et de rap-

porter la quittance plus 10.000 francs... si non vous me payerez plus. Des réponses de suite, dans vingt-quatre heures ». Aucune allusion à la révélation d'un fait diffamatoire. Comme tout à l'heure le notaire, l'huissier refuse de payer, comme tout à l'heure le refus est suivi d'une dénonciation. Poursuite en chantage du saisi. La Cour de cassation aurait pu faire exactement le même raisonnement qu'en 1872. Y avait-il menace de révélation diffamatoire ?

Attendu, dit au contraire l'arrêt, en fait que l'arrêt attaqué a formellement déclaré que la lettre adressée par le demandeur au sieur V... contenait la menace implicite, mais manifeste et sans équivoque possible de porter plainte au parquet et de révéler le fait au ministère public dans le cas où l'huissier ne se soumettrait pas aux conditions qui lui étaient imposées. Cass. 4 juil. 1874, B. P. 75. I. 288.

Le principe de la souveraineté des juges du fait, qui masque souvent de vrais revirements de jurisprudence, n'empêche pas, dans notre cas, de voir une tendance très marquée à une interprétation plus large des termes « menaces ».

En 1877, nous trouvons une formule donnée par la Cour de cassation, et qu'il est intéressant de rapprocher de l'arrêt de 1872.

Attendu que cet article (400) n'exige pas que le fait objet de la diffamation ou de l'imputation diffamatoire soit énoncé

ou précisé dans la menace ; — Qu'il suffit que cette menace y fasse allusion, sauf au juge du fait à chercher le sens et la portée de la menace et à préciser le but, objet de l'imputation diffamatoire, auquel ladite menace se réfère (1).

En 1872, la menace devait être la menace « précise » d'une « diffamation ». Il suffit, en 1875, qu'elle soit « implicite, mais manifeste et sans équivoque », et en 1877 qu'elle « fasse allusion à une imputation diffamatoire ».

Dans les cas que nous venons d'étudier il y avait menace « écrite ou verbale ». Le fait que l'on menaçait de révéler pouvait n'être pas précisé, la menace l'était. « Si vous ne me payez pas 10.000 francs... vous me payerez plus. »

En 1886, un nommé Patin ne prenait même pas la peine d'écrire. Cet homme industriel imprimait des listes de protêts. Il avait seulement soin d'omettre le nom de ses abonnés. Il venait tout simplement proposer un abonnement à des personnes qui venaient d'avoir un protêt.

Patin disait : « Je ne menace personne ; j'offre une prime à mes abonnés. » Le fait diffamatoire « révélation d'un protêt », était dans cette espèce extrêmement précis. La menace ne l'était pas.

La Cour de cassation confirme l'arrêt de condamnation.

---

1. Cass., 4 janv. 1877. D. P., 77. I. 416.

Attendu que la menace verbale ou écrite dont parle l'article 400 § 2 du Code pénal n'a besoin d'être ni directe, ni expressément proférée, que pour être indirecte ou dissimulée sous des artifices de langage, elle n'en existe pas moins ; — Attendu, dès lors, que l'arrêt attaqué, appréciant les combinaisons organisées par Patin, a pu considérer à bon droit comme impliquant une menace verbale la promesse conditionnelle faite à Perinet de ne le point faire figurer sur les listes si celui-ci consentait à la remise des fonds (1).

Nous sommes là à la limite d'une interprétation extensive.

Il y a encore peur chez la victime, contrainte Y a-t-il menace ? Surtout « menace écrite ou verbale ».

La jurisprudence, qui demandait en 1872 la menace précise d'une diffamation, apprécie en 1886 des « combinaisons ».

Comme nous le voyons, dans cet élément de menace, la plus grande latitude est laissée à l'appréciation du juge. Le juge estime souverainement, en relatant les faits, que ces faits constituent pour lui « des menaces » ou plutôt, et c'est là l'extension jurisprudentielle que ces faits créaient chez la victime un sentiment de contrainte. Aucune forme n'est exigée pour la menace, aucune précision.

Une seule chose doit être précise, et c'est là que nous trouvons l'élément fixe du délit. Il doit s'agir de révélations ou d'imputations diffamatoires. Le

---

1. Cass., 16 déc. 1886. D. 87. 1. 364 ; S. 88. 1. 399.

juge est souverain appréciateur de la menace, mais il doit indiquer que la menace était d'une manière précise ou imprécise — mais sans qu'il y ait pour la victime ou le juge possibilité de doute — la menace d'une révélation ou d'une imputation diffamatoire.

Nous sommes ainsi tout naturellement amené à étudier ce que la loi entend par imputations ou révélations diffamatoires.

## II. — *Révélation ou imputations diffamatoires*

La loi, par ces expressions, indique clairement que la vérité ou la fausseté du fait diffamatoire est sans importance sur la formation du délit.

Aucun doute ne peut exister sur ce point. La loi fut en effet créée pour arriver précisément à atteindre la menace de révélations de faits vrais. A ce propos, le rapporteur citait le mot profond, mais plus politique que juridique, de Lord Manfield : « Plus il y a de vérité dans un écrit, plus cet écrit est un libelle. »

Au point de vue du chantage, plus il y a de vérité dans le fait que l'on menace de révéler, plus il y aura contrainte, mais la nature de cette contrainte ne changera pas.

La loi dit « menaces de révélations ou d'imputations diffamatoires ». Cette expression rapproche et

différencie à la fois l'article 400 des textes sur la diffamation.

La loi ne dit pas « menaces d'une diffamation. Cette formule aurait, il est vrai, réprimé à la fois les menaces de révélations de faits, vrais ou faux, puisque la preuve de la diffamation n'est pas admise, mais elle aurait paru se référer aux textes réprimant la diffamation au point de vue des prescriptions spéciales à ce délit.

Cependant, comme la diffamation comprend dans son essence un fait diffamatoire que l'on révèle, dès le début (1) la jurisprudence définit le fait diffamatoire à l'aide de la même expression dont se sert la loi sur la diffamation : un fait « qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération ».

Les termes honneur et considération n'ont guère besoin d'être définis.

Il est aisé de dire qu'ils varient suivant le temps et le pays. Il n'en est pas moins vrai qu'ils sont très clairs pour une époque donnée.

Si l'on voulait d'ailleurs se rendre compte du sentiment de l'honneur à un moment donné de l'échelle des valeurs morales d'une époque, un procédé serait évidemment de recourir à des matières comme celle qui nous occupe, ou les jugements. Des magistrats traduisent l'esprit de leur temps.

---

1. Cass., 24 févr. 1866. 5.66.1, 304; D. P., 66.1.189.

Le fait diffamatoire est un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération. Nous devons nous demander si la jurisprudence a interprété de la même manière ce fait à propos de la loi sur la diffamation et à propos de la loi sur le chantage. Nous étudierons ensuite la manière dont fut interprété la révélation ou l'imputation de ce fait. Il n'y a diffamation que s'il y a imputation d'un fait précis et le critérium en pareille matière est très simple. Il n'y a diffamation qu'au cas où la preuve est possible que le fait est vrai ou faux. « Ils m'appellent tison d'enfer, disait Pascal, mais comment leur prouver que je ne suis pas un tison d'enfer. » Appeler quelqu'un tison d'enfer n'est donc pas le diffamer.

Les remarques que nous avons faites à propos de l'article 305 et des menaces peuvent s'appliquer ici. La loi sur la diffamation réprime une publicité fâcheuse. Le fait diffamatoire est dans la diffamation l'élément essentiel du délit dans le chantage le fait diffamatoire c'est le moyen, le but c'est la cupidité.

Un arrêt de la Cour de Dijon (1) en date du 16 avril 1879 est très instructif à ce sujet.

Un sieur de L... reçoit une lettre anonyme : « Si vous ne m'envoyez pas cet argent, je serai votre dénonciateur, tout en me condamnant, c'est vrai. Vous tenez

---

1. S. 79. 2. 134; D. P. 79. 2. 119.

sans doute à votre dignité comme étant actionnaire du conservateur et vos relations cléricales seraient compromises... »

L'actionnaire du conservateur porta plainte. Une femme fut arrêtée et condamnée pour escroquerie. La Cour de Dijon vit dans les faits un chantage.

Le fait diffamatoire était si peu précisé que le tribunal avait vu, dans l'espèce, une escroquerie, suivant ainsi la tendance que nous avons observée avant 1863 de faire rentrer dans l'escroquerie les faits qui paraissent condamnables et ne semblent pas réprimés par une disposition spéciale.

La Cour de Dijon vit à bon droit dans ces faits un chantage. L'espèce est différente de celles que nous avons étudiées; dans les autres cas le fait diffamatoire, s'il n'était pas précisé avec les menaces, résultait sans aucun doute possible de l'ensemble de circonstances qui accompagnait les menaces. Ici, il n'en est rien. Cependant, dit l'arrêt :

La menace est bien une menace de révélations ou d'imputations diffamatoires.

Que, si le fait que l'on menace de révéler n'est pas précisé dans la lettre, il n'en résulte pas moins des termes employés qu'il s'agit d'un fait grave, de nature à porter atteinte à l'honneur ou à la considération de L...

Que la contrainte que la femme L... a voulu exercer n'eût certainement pas été plus grande, si la lettre avait spécifié un fait déterminé...

Que l'on est même autorisé à dire qu'une menace qui

reste dans le vague est souvent plus redoutable que celle qui s'affirme avec précision...

En résumé, tandis que dans la diffamation il doit s'agir d'un fait précis, dans le chantage le fait peut ne pas être précis; le maître chanteur peut se réserver de le déterminer plus tard. Mais, il faut que dans l'esprit de la personne menacée, il ne puisse pas y avoir de doute que ce dont on la menace est une révélation diffamatoire. Dans l'espèce, la dénonciation de la dame anonyme ne pouvait être que diffamatoire. Il en résultait que la contrainte était bien celle prévue par la loi. Car, il ne faut pas s'y tromper, la loi ne réprime pas toutes les contraintes, une menace qui reste dans le vague n'en suffit pas; la jurisprudence n'a demandé aucune précision sur la forme de la menace, aucune sur le fait diffamatoire, mais encore faut-il qu'il s'agisse bien d'un fait diffamatoire.

La jurisprudence est très nette à cet égard, et quand les tribunaux ont essayé d'élargir les textes, les Cours d'appel et la Cour de cassation sont revenues aux principes exposés ci-dessus.

Citons le cas célèbre d'Ulrich de Civry (1).

Civry, journaliste militaire, était l'ami du millionnaire Lebaudy qui faisait son service militaire. Voulant obtenir une commandite de 125.000 francs.

---

1. Paris, 18 mai 1896. D. 97. 2. 324.

Civry avait menacé Lebaudy de mener contre lui une « campagne de presse » pour faire échouer une demande de changement de corps faite par Lebaudy. Ce dernier ne voulant pas payer, Civry publie dans son journal, *l'Écho de l'Armée*, un article où il explique que « des confrères se plaignent des faveurs dont le conscrit Lebaudy aurait été l'objet. Ils prétendent qu'il aurait obtenu des permissions exceptionnelles, que d'autres solliciteraient en vain... l'autorité militaire, ajoutait-il, est bien décidée à ne faire aucune espèce de passe-droit en faveur de ce cavalier, et à le traiter à l'égal de tous ses camarades ».

Visiblement, comme le dit l'arrêt, ces articles n'avaient pas pour but de défendre le principe de l'égalité de tous les citoyens devant le service militaire. Le tribunal condamna.

La Cour renvoie des fins de la plainte.

La menace d'une campagne de presse laisserait un doute sur la nature des attaques qu'il (Civry) voulait entreprendre et qu'elle n'impliquerait pas nécessairement la menace de la diffamation ;

Qu'on ne saurait découvrir, dans ces articles, une diffamation et moins encore la menace implicite d'une diffamation ultérieure ;

Considérant que l'extorsion de fonds à l'aide de la menace de nuire, soit par abus d'influence, soit par tout autre moyen que la diffamation ne tombe pas sous l'application de l'article 400 § 2 du Code pénal ; — Que les termes de cette loi

sont formels et limitatifs ; — Que la seule menace qu'elle réprime est celle de la révélation ou de l'imputation d'un fait diffamatoire...

Cet arrêt ne paraît pas critiquable. On ne peut pas estimer que la menace d'une campagne de presse soit la menace d'une révélation diffamatoire, d'autant que la réalisation de la menace manifestait bien le caractère de la campagne de presse. La seule question qui se pose est celle-ci : chercher à l'aide d'influence à se procurer des faveurs. Est-il contraire à l'honneur ou à la considération ? Notre morale n'est pas assez sévère pour le dire.

Dans le même sens un arrêt de la Cour de Paris du 4 novembre 1893 (1).

Un nommé X... menaçait de déclarer aux actionnaires de la *Mutuelle de Paris* qu'ils se trouvaient libres et dégagés de leur contrat.

Il y avait bien contrainte. La Cour acquitte :

Considérant qu'il est de doctrine et de jurisprudence que l'extorsion ou la tentative d'extorsion de fonds ne tombe sous le coup de l'article 400 du Code pénal que si la menace est telle de la révélation ou de l'imputation d'un fait diffamatoire, et que cette disposition répressive dont les termes sont formels et limitatifs, est inapplicable en présence d'une

---

1. *Mutuelle de Paris*. Paris, 4 nov. 1896, D. 1903. 2. 91.

menace de nuire par tout autre moyen que la diffamation (1).

Nous avons maintenant étudié : la menace, le fait diffamatoire.

La loi dit « Quiconque par menace de révélation ou d'imputations diffamatoires... »

Étudions la révélation de l'imputation :

L'article 400 n'impose aucune condition de publicité. La menace de révélation peut être la menace de révéler à une seule personne, cela se comprend parfaitement. C'est souvent pour une seule personne que l'on désire le secret, c'est par égard pour un mari qu'une femme tient ses amours secrètes.

Un auteur — M. Desjardins (2) — se demande si l'on peut révéler un fait déjà publié ? Il s'appuie sur des passages du rapport de la loi de 1863 : « Une confidence imprudente disait M. de Cordœu, nous initie parfois à des secrets... » Une chose publiée n'est pas un secret ?

Il faut, pour répondre à cette objection peu fondée,

---

1. Un certain nombre d'arrêts dans ce sens, surtout antérieurement à la loi du 1<sup>er</sup> août 1893, article 3.

L'étude de la jurisprudence, sous des articles comme l'article 400, éclaire notre époque comme les archives de la Bastille l'ancien régime. L'importance de ses facteurs sociaux nous est montré comme ses idées d'honneur.

2. *Revue critique de législation*, t. XIII, n<sup>o</sup> 2, fév. 1884, p. 67. Cf. Boulmiche, *du Chantage*. Angers, 1906, p. 60.

se rappeler que la loi fut votée sans que l'on comprît sa portée générale.

D'autre part, un fait publié n'est pas toujours public. On ne révèle pas à quelqu'un quelque chose qu'il sait, mais si répandue que soit la chose, on la lui révèle s'il ne la sait pas.

A propos de la révélation, un seul point est intéressant : Est considéré comme une révélation la menace de porter plainte.

On dit que pour dénoncer un fait, il faut le révéler. Cela est exact, et aboutit à réprimer des cas de chantage qu'il ne faudrait pas laisser impunis.

La révélation au parquet est la moins étendue puisque les magistrats sont tenus au secret professionnel, elle est la plus dangereuse puisqu'elle peut entraîner une condamnation.

Cette menace spéciale ne se pratique guère qu'en présence de faits vrais, et, en pensant à elle dans la discussion de la loi, Favre pouvait prétendre que la répression des chantages par menaces de révélation de faits vrais assurait une protection illusoire à la victime qui, effectivement, ne peut faire poursuivre le maître chanteur sans risquer d'être poursuivie.

Il y a dans le chantage par menace de révélation au parquet quelque chose de particulier. Il est aisé de s'en apercevoir par une simple remarque. Une

menace sous condition de révélations diffamatoires, quand elle est réalisée, consomme *deux délits* :

Le chantage d'une part ;

La diffamation d'autre part, quand la révélation a été faite dans les conditions prescrites.

Une menace sous condition de porter plainte, quand elle est réalisée, consomme le chantage.

Mais il faut ensuite faire une distinction :

Si le fait est vrai, ou a été cru vrai, porter plainte a été l'exercice d'un devoir, donc dans ce cas rien qu'un délit.

Si le fait est faux, et qu'il y ait eu mauvaise foi, un deuxième délit est consommé, non pas une diffamation, mais une dénonciation calomnieuse.

Au point de vue de la contrainte la menace de révéler un fait est la même que la menace de porter plainte. Au point de vue de la révélation il y aurait une distinction à faire ; mais nous avons vu que l'élément contrainte était le seul important.

Reste à étudier le moment auquel doit se placer la menace. La menace de révélation diffamatoire doit précéder la révélation des faits, sans cela il ne peut pas y avoir révélation. Il peut cependant y avoir contrainte --- c'est une lacune de la loi --- mais le texte étant formel, la jurisprudence est fixée sur ce point.

Attendu, dit un arrêt de la Cour de cassation, que l'en-

trevue du 30 juin étant postérieure au dépôt de la plainte, la condition mise par Grollet à un désistement ne pouvait, quelque blâmable qu'elle soit d'ailleurs, constituer la menace de révélations ou d'imputations diffamatoires, puisque ces révélations ou imputations étaient un fait déjà accompli ; — Que dès lors la Cour d'Alger a eu raison de reconnaître qu'il manquait ici un des éléments essentiels exigés par l'article 400 § 2 du Code pénal (1).

### III. — *La cupidité illégitime et la mauvaise foi*

Nous avons vu que la jurisprudence, interprétant le mot « extorquer » de l'article 400, a analysé comme élément essentiel du chantage « au but de cupidité illégitime » et la mauvaise foi.

La circulaire ministérielle du 30 mai 1863 s'exprimait ainsi :

« Le mot extorsion impliquant la fraude et l'injustice doit exclure des prévisions de l'article 400 § 2, la transaction lucrative dans laquelle la victime d'un délit ou quasi-délit aurait imposé et obtenu la réparation d'un préjudice. Tel serait le cas du mari qui, sans connivence avec sa femme, placerait le complice de l'adultère entre la nécessité d'un sacrifice pécuniaire et le scandale d'une poursuite. L'indélicatesse ou une avidité méprisable ne

---

1. Cass., 2 avril 1897. D. P., 98.1.150.

peuvent rendre criminelle la renonciation prévue par l'article 4 du Code d'Instruction criminelle au droit prévu par l'article premier du même Code. »

Cette circulaire est le point de départ de la jurisprudence. Celle-ci la traduit en exigeant chez l'agent une « cupidité illégitime ».

Les termes de la circulaire et l'expression de la jurisprudence ont chacun leurs inconvénients. La circulaire, en parlant d'indélicatesse et d'avidité méprisables, semble mettre hors de toute répression tous les chantages qui ont un point de départ dans un préjudice réellement souffert. Nous verrons comment la jurisprudence a interprété ces termes : indélicatesse et avidité méprisables..

D'autre part, l'expression « cupidité illégitime » a, elle aussi, un inconvénient et traduit mal l'expression extorqué. Cupidité indique chez l'agent le désir de s'enrichir. Il en résulte que l'on pourrait, en présence de l'expression « cupidité illégitime », se poser la question de savoir si celui qui commet un chantage au seul profit d'un tiers, par exemple d'une œuvre de bienfaisance, est passible des peines prévues par l'article 400.

Le cas ne s'est pas, à notre connaissance, présenté en jurisprudence. La solution ne serait pas douteuse. En effet, la loi, à juste titre, ne dit pas « cupidité illégitime », elle dit « extorsion ». La cupidité part de l'idée d'enrichissement du délinquant, l'ex-

torsion de l'idée d'appauvrissement de la victime, et cette idée seule est juste et juridique.

Quoi qu'il en soit de cette discussion, il n'y a délit de chantage que lorsqu'il y a extorsion, c'est-à-dire recherche de quelque chose à quoi on n'a pas droit.

Ici encore, nous trouvons entre la menace de révélations diffamatoires et la menace de l'article 305 une différence qui découle de celles que nous avons déjà étudiées. Les menaces sous condition de l'article 306 — délit contre les personnes — sont toujours réprimées, que le délinquant ait droit ou non à ce qu'il exige par ce procédé. Les menaces sous condition de l'article 400 § 2 — délit contre la propriété — ne sont réprimées que s'il y a extorsion, si le délinquant n'avait pas droit à ce qu'il réclame ; s'il y avait droit, il n'y a pas extorsion.

Donc, en principe, il n'y aura délit que s'il y a recherche d'un gain auquel on n'a pas droit, ou auquel on ne croit pas avoir droit. Nous pouvons donc étudier en même temps la cupidité illégitime et la mauvaise foi. Dans aucun des différents éléments que nous avons successivement étudiés : menaces, fait diffamatoire, révélation, le prévenu ne pouvait exciper de sa bonne foi. Ce sont ces faits que le juge constate.

Nous étudions maintenant un élément : le gain. Ici, le prévenu peut dire : il est vrai que j'ai commis un chantage ; tous les éléments en sont réunis, il y a

même appauvrissement de la victime ; mais ce à quoi je n'avais, paraît-il, aucun droit, je croyais y avoir droit. C'est la question de la bonne foi.

Un arrêt de cassation de 1866 (S. 66. 1. 309) condamne le maître chanteur qui « a agi de mauvaise foi, puisqu'il n'a jamais pu croire avoir droit à une réparation pécuniaire à raison du prétendu dommage » qui lui aurait été causé (1).

Un autre arrêt de la Cour de cassation est ainsi conçu :

Attendu, en droit, que le délit prévu et puni par l'article 400 § 2 du Code pénal ne résulte que de menaces faites de mauvaise foi, dans un but de cupidité illégitime et ayant pour objet des révélations ou imputations diffamatoires ; — Attendu que l'arrêt attaqué constate que par la lettre du 1<sup>er</sup> juin Grollet réclamait seulement la réparation d'un préjudice qui lui avait été *ou qu'il croyait lui avoir été causé*, qu'ainsi il agissait de bonne foi et ne poursuivait pas un gain illégitime (2).

Nous avons maintenant étudié la bonne foi. Les termes de la circulaire qui interprétaient la loi, posent une autre question : la circulaire parlait d'*indélicatesse* et d'*avidité méprisable*.

Si, lorsqu'il y avait à la base du chantage un préjudice réel subi, les juges n'avaient jamais con-

---

1. Cassation, 24 fév. 1866. S. 66. 1. 302 ; D. P., 66. 1. 189.

2. Cassation, 2 avril 1897. D. P., 98. 1. 150.

damné, comme semblait le leur demander les termes de la circulaire, la loi de 1863 aurait constitué un recul sur la jurisprudence antérieure.

Jusqu'à quel point les tribunaux permettent-ils l'indélicatesse et l'avidité ?

Il y a des distinctions à faire et des questions différentes à poser :

1° La créance en vertu de laquelle on fait chanter peut être une somme déterminée ;

2° La créance peut être indéterminée. Des dommages-intérêts sont dus pour une cause quelconque. Nous voyons tous les jours — de très bonne foi — demander aux tribunaux des sommes très importantes, et ces sommes sont plus que considérablement réduites. Dans l'exemple même choisi par la circulaire ministérielle, où le mari met l'amant de sa femme entre « la nécessité d'un sacrifice pécuniaire et le scandale d'une poursuite », qui appréciera à son prix l'importance que peut avoir « le sacrifice pécuniaire de l'amant ». Enfin :

3° Faut-il faire une distinction selon que le fait diffamatoire que l'on menace de révéler est celui même d'où est venu le préjudice, ou n'a aucun lien avec le préjudice. Faut-il même distinguer suivant que le fait diffamatoire est vrai ou faux.

Dans le premier cas où un homme est créancier d'une somme déterminée et la réclame sous menace

de révélation, aucun doute n'est possible : il n'y a pas extorsion, il n'y a pas chantage.

Le deuxième cas est plus délicat. Il y a droit à des dommages-intérêts. Le principe de la créance n'est pas douteux. Le montant qui est indéterminé serait-il laissé à la libre appréciation du maître chanteur.

C'est ce que laisse entendre la circulaire ministérielle en parlant d'avidité méprisable.

La jurisprudence fait de ce point une question d'espèce et de bonne foi.

Elle condamne un nommé R... pour s'être fait remettre une somme « hors de toute proportion avec le préjudice subi » (1).

Elle décide « qu'une transaction même lucrative ne saurait tomber sous le coup de la loi... lorsqu'elle se renferme dans des limites raisonnables ».

Sur la troisième question, à savoir s'il est nécessaire qu'il y ait quelque corrélation entre le fait que l'on menace de révéler et la créance que l'on réclame, il faut répondre que le point envisagé n'est pas de savoir si le procédé employé est délicat, mais s'il y a extorsion.

Il en résulte qu'il est sans importance que le fait soit ou non en corrélation avec le préjudice ; que même il soit vrai ou faux.

---

1. 6 mai 1874. D.P., 75. 1. 288.

IV. — *Remise de fonds ou valeurs ou signature ou remise de certains écrits limitativement énumérés.*

Tel est le dernier élément du délit.

Les écrits sont énumérés au paragraphe 1 auquel reporte le paragraphe 2.

Le paragraphe 1 est ainsi conçu :

Quiconque aura extorqué par force, violence ou contrainte la signature ou la remise d'un écrit, d'un titre, d'une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge, sera puni de la peine des travaux forcés à temps.

Cette énumération est limitative.

Les mots fonds et valeurs sont très clairs, aussi l'expression acte, pièce quelconque « opérant obligation ou décharge ».

Nous avons vu plus haut (1) que Carnot avait voulu élargir le mot disposition et l'appliquer à des écrits concernant l'honneur.

Carnot ne fut pas suivi. Faustin-Hélie estime que ce mot comprend les actes qui, « sans contenir précisément obligation ou décharges », intéressent la fortune du signataire, ou de celui qui détient l'écrit ;

---

1. *Supra*, p. 51.

par exemple les testaments et les actes les révoquant. C'est cette interprétation qui est suivie, et l'on peut résumer l'esprit de l'énumération de l'article 400 en disant qu'elle a voulu englober tout ce qui concernait la fortune de l'individu.

## V. — *Tentative*

Il nous reste à étudier la question de la tentative. Nous avons vu qu'elle est particulièrement intéressante en matière de chantage, où d'une manière générale l'on atteint surtout les tentatives, puisque celui qui a chanté se garde bien d'aller — en portant plainte — révéler des faits pour lesquels il a acheté, le secret et l'obscurité.

La question de la tentative s'était, nous l'avons vu, posée à propos de l'article 405.

Le législateur de 1863 crut sûrement se mettre à l'abri d'interprétations aussi subtiles que celles que nous avons rencontrées en disant : « Quiconque aura extorqué, ou tenté d'extorquer... »

Sans nul doute il organisait la répression de la tentative, aussi aucune discussion ne s'est-elle élevée à ce sujet.

Mais la controverse s'établit sur la question de savoir en quoi consistait la tentative ?

Un auteur, M. Pellerin (1) soutient que la menace d'une révélation n'est pas une tentative de chantage mais un chantage consommé. « Pourvu, dit-il, que la menace ait été adressée dans un but d'extorsion avec l'intention criminelle définie par le législateur, cela suffit pour que le délit existe, non pas la tentative, mais bien le délit consommé. »

M. Pellerin s'appuie sur les menaces de l'art. 305.

« Le fait atteint par le nouveau paragraphe de l'article 400, c'est encore la violence, c'est la crainte inspirée par la menace d'un mal non plus physique cette fois, mais moral. La situation est identiquement la même dans les deux cas. Le délit c'est la menace. La remise de l'argent ou l'accomplissement de toute autre condition, ce n'est que la circonstance. »

Nous ne croyons pas que l'on puisse s'appuyer sur les menaces de l'article 306.

Nous avons vu que les menaces de l'article 306 prévoient un délit distinct ; on ne peut pas s'appuyer, pour interpréter un texte placé au titre des propriétés, sur un texte placé au titre des personnes, et prévoyant un délit entièrement différent.

Cette théorie de M. Pellerin, nous ramène à la même question que l'on posait aux auteurs qui exi-

---

1. Pellerin, *Commentaire de la loi du 18 avril, 13 mai 1863*, p. 223.

geaient par l'article 405 la remise des fonds. Qu'est-ce qui, dans la théorie de M. Pellerin, se différencie la tentative du délit consommé ?

Cette question n'est pas sans intérêt. En effet, d'après l'article 2 du Code pénal celui qui a tenté de commettre un crime et qui y renonce, n'est pas punissable.

Au contraire, celui qui a consommé un crime ou un délit et qui répare sa faute en rendant par exemple ce qu'il a escroqué est punissable.

Si donc la menace est à elle seule le délit de chantage, la renonciation postérieure à la menace est sans effet au point de vue de l'application de l'article 400 § 7.

A cette question : si le chantage est consommé avec la menace, qu'est-ce qui différencie la tentative du délit ? M. Pellerin répond : la tentative du délit de menaces est la tentative de menace.

Nous retombons dans des distinctions plus subtiles encore que celles que nous avons vues à propos de l'article 405.

L'erreur de M. Pellerin découle d'une analyse insuffisamment précise des menaces de l'article 305 par rapport à celles de l'article 400.

Il est plus juridique de lire simplement le texte : quiconque aura extorqué — vise le délit consommé — aura tenté d'extorquer — vise le cas où l'on n'a pas touché les fonds, la victime s'est refusé à s'exé-

cuter. La menace est le moyen par lequel s'exécute le délit, ce n'est pas le délit.

Si l'emploi de ce moyen réussit, le délit est consommé ; s'il ne réussit pas, il y a tentative.

Ainsi il y aurait simplement tentative de délit et renonciation dans le cas d'un journaliste faisant allusion à un fait diffamatoire, puis, dans un article suivant, de son propre gré, rectifiant son information.

### *Modifications proposées à la loi de 1863*

Nous avons terminé l'étude de la loi de 1863. La jurisprudence a manifesté dans ce texte quelques lacunes. Le chantage est actuellement constitué par la réunion de quatre éléments : 1° la menace ; 2° de révélation ou d'imputations diffamatoires ; 3° dans un but de cupidité illégitime ; 4° pour obtenir une remise de fonds ou la remise sur la signature de certains écrits limitativement énumérés. La « contrainte spéciale » que reprime la loi est donc bien définie. Les quatre éléments du chantage sont autant de barrières à une extension jurisprudentielle. De bons esprits ont pensé à reculer ces barrières pour agrandir le champ d'application de la loi. Nous devons examiner à ce point de vue chacun des éléments du délit.

*Menaces.* — Actuellement la jurisprudence exige que la menace de révélations diffamatoires soit antérieure à la révélation. On ne peut pas révéler ce qui est déjà publié. Beaucoup de maîtres chanteurs commencent par révéler les faits, ils demandent ensuite les fonds. Il serait heureux d'introduire dans la loi une modification indiquant que le moment où se place la demande d'argent est sans influence sur le délit.

D'autres maîtres chanteurs ne se donnent même pas la peine de demander les fonds. Ils commencent une campagne de presse, par exemple, et la continuent jusqu'à ce que leur victime ait compris et vienne d'elle-même leur proposer des fonds qu'ils se gardent d'ailleurs de refuser.

La répression est dans ce cas beaucoup plus délicate. Elle serait très désirable, parce que ces cas de chantage sont nombreux et redoutables. L'on a proposé d'ajouter aux mots : « la menace... » la simple annonce d'une révélation.

« C'est aller bien loin. Est-il possible d'admettre comme le fait très judicieusement remarquer M. le Conseiller Le Poittevin, qu'un chroniqueur financier qui annonce l'étude qu'il doit consacrer à une entreprise, ou qu'un journaliste qui annonce sa chronique judiciaire remise au lendemain, tombent par là même sous le coup de la loi, si la chronique a par

ailleurs des conclusions peu favorables (1) ». La question se pose de savoir s'il est possible de reprimer le fait de provoquer le versement de fonds.

Certains auteurs estiment que la simple annonce d'une révélation peut suffire à constituer le délit de chantage laissant l'appréciation des faits aux tribunaux, d'autres veulent au moins que les fonds aient été agréés, d'autres enfin estiment une demande formelle nécessaire. Nous croyons qu'il serait bon d'exiger au moins que le maître chanteur ait agréé les fonds.

Le juge devra en outre indiquer très nettement, en relatant les faits, la connexité qui existe entre le versement des fonds et le fait révélé, ou que le maître chanteur menace de révéler.

*Révélations ou imputations diffamatoires.* — Certaines révélations qui sont manifestement de nature à nuire, ne sont pas des révélations diffamatoires. Je puis révéler la religion d'un commerçant et lui faire perdre une partie de sa clientèle. La contrainte qui résulte de la menace de pareilles révélations est exactement la même que celle qui résulte de la menace de révélations diffamatoires. Tout le monde s'accorde aujourd'hui à trouver qu'il y aurait avantage à remplacer dans la loi les mots révélations ou imputations

---

1. Rapport au Comité judiciaire de législation, sur la question présenté par M. Peyssonié, avocat général, relative à l'insuffisance de l'article 400, § 2. M. Paisant, rapporteur.

diffamatoires, par une formule plus large : « Révélations de nature à porter atteinte à l'honneur ou aux intérêts » par exemple.

Nous ne croyons pas qu'il soit possible d'aller plus loin dans l'extension du délit. Certains auteurs estiment que le chantage devrait être condamné même quand il porte sur autre chose que sur les fonds ou sur les écrits énumérés à l'article 400. Ils voudraient remplacer cette énumération limitative par les mots « un avantage quelconque ».

Le chantage est trop fréquent dans notre société pour permettre une formule aussi large. Comme de toutes manières on ne pourrait pas poursuivre toute les contraintes visant à obtenir une place, une décoration ou un autre avantage, il serait impossible de dire pourquoi certains faits seraient poursuivis de préférence à d'autres. Une telle formule autoriserait le juge à réprimer arbitrairement des faits immoraux. Des abus plus graves que le chantage même en pourraient résulter.

---



## CONCLUSIONS

---

Lorsqu'une loi, comme la loi de 1863, définit un délit, elle donne un modèle pour la répression des faits semblables à ceux qu'elle prévoit. Les tribunaux interprètent le texte, les auteurs proposent des modifications, l'on tend à une loi nouvelle plus large. Quand, dans une solution sursaturée, l'on jette un fragment cristallisé, la cristallisation de la solution entière est considérablement hâtée.

Faite pour réprimer des cas que le législateur estimait devoir être exceptionnels, discutée dans son principe, la loi de 1863 fut appliquée d'une manière générale et l'on s'accorde aujourd'hui à en trouver les termes trop étroits. Si le chantage a toujours existé, nous devons reconnaître qu'il intéresse notre époque d'une manière toute particulière. Il suffit de lire la discussion de la loi de 1863 et les études faites de nos jours à son sujet pour se rendre compte du chemin parcouru et de l'évolution des idées. Nous devons maintenant nous demander les raisons de

cette évolution, et rechercher qu'elle peut bien être la caractéristique du chantage à notre époque.

M. Tarde a présenté au Congrès pénitentiaire de Bruxelles un rapport qu'il convient d'analyser ici (1).

Il commence par remarquer que le chantage « se lie par une chaîne continue à des faits qui n'ont rien d'illicite ni de blâmable. » Il fait partie de la trame même de notre vie sociale.

Telle femme du monde se donne comme connaissant tous les potins et toutes les aventures. A une telle femme il sera beaucoup pardonné. Toutes les portes lui seront ouvertes. Cette femme a fait réserve de secrets, la menace de révéler lui vaut bien des avantages mondains. Ce sont les chantages de salon.

Nous ne disons rien du chantage dans la vie politique. Il est de tous les jours (2).

En soi, le chantage n'est ni un délit, ni même un fait immoral, il est un moyen, la jurisprudence dit une contrainte. Un moyen s'apprécie suivant l'usage qu'on en fait. Le délit de chantage est actuellement et devra rester un délit intentionnel.

Au point de vue moral, M. Tarde se plait à faire des distinctions suivant le motif qui inspire le maître chanteur, suivant la manière dont celui-ci a eu con-

---

1. *Acte du Congrès pénitentiaire international de Bruxelles, août 1900, Bruxelles 1901, t. II, p. 691.*

2. Cf. Tarde, *Acte du Congrès, t. II, p. 698.*

naissance du secret qu'il menace de révéler, et suivant la publicité dont il dispose.

Suivant le motif : je puis demander ce qui m'est dû. Je puis demander ce qui ne m'est pas dû, mais le demander pour une œuvre de bienfaisance par exemple. Je puis demander pour moi ce qui ne m'est pas dû.

Suivant la manière dont j'ai eu connaissance de ce que je menace de révéler. Il est évident que si c'est par hasard, le chantage est moins grave que si c'est par l'exercice de ma profession. Tarde note à bon droit ce point. La société se rend compte qu'elle repose en grande partie sur l'exercice normal de la profession. Notre démocratie a besoin pour vivre de vertus bourgeoises et professionnelles. Enfin, un caractère aggravant du chantage est manifestement la fausseté du fait que l'on menace de révéler.

M. Tarde considère aussi comme une circonstance aggravante l'étendue de la publicité dont menace le maître chanteur.

L'étude de M. Tarde souvent paradoxale, contient une analyse psychologique assez fine. Elle fait bien ressortir que le chantage punissable est très proche de faits qui ne sont point punissables et que de ces faits notre vie sociale est tissée. Mais l'analyse de M. Tarde s'appliquerait aussi bien à une autre société que la nôtre ; elle ne nous montre donc pas pourquoi nous nous occupons aujourd'hui du chantage plus

qu'on ne l'a jamais fait à aucune époque, et plus même dans ces dernières années que sous le second Empire. Elle ne nous explique pas pourquoi alors que des hommes comme Jules Favre s'opposaient en 1863 à l'introduction du délit de chantage, tout le monde aujourd'hui estime ce délit nécessaire. Pourquoi un délit constitué pour protéger d'anciens repris de justice s'applique couramment aujourd'hui?

Le chantage est devenu à notre époque plus fréquent et plus dangereux.

C'est un phénomène souvent observé, qu'à mesure que les sociétés se civilisent, les mœurs s'abaissent, mais parallèlement à cet abaissement des mœurs, la science morale progresse, comme toutes les autres sciences. Caton ne vécut pas à l'époque de la vertu romaine. Le propre d'une société vieillissante est de voir le mal et de le pratiquer.

Il se produit dans les sociétés trop civilisées une tendance, un besoin d'adapter les lois à une idée morale toujours plus haute, à mesure que les mœurs s'abaissent. Les lois d'Auguste sont un exemple de ce fait. La société, par un instinct naturel de défense, multiplie les lois d'un type moral. Or, ces lois sont particulièrement favorables à la propagation du chantage.

Le rapport de M. Ludwig Fuld, avocat à Mayence, présenté au Congrès de Bruxelles, est à ce sujet très instructif.

Il se plaint des ravages du chantage en Allemagne, et il en donne pour raison que c'est surtout dans ce pays « que le domaine des acte punissables s'est considérablement étendu... le chantage sait tout spécialement s'autoriser des dispositions pénales contre les crimes en matière de délits de mœurs, et il y recourt le plus souvent dans les cas de pédérastie.

Ce n'est un secret pour personne, et sur lequel d'ailleurs on n'aime pas à s'arrêter, qu'en Allemagne le nombre des individus qui recourent à cette forme d'oppression pour dénoncer ces actes... est très grand (1) ».

M. Fuld voit dans l'abrogation de ces lois morales un remède contre le chantage.

Il y a évidemment dans ces lois nouvelles une des raisons de la multiplication du chantage et de l'intérêt de sa répression. La plus belle illustration que nous puissions en donner est la loi, pourtant si nécessaire du 16 novembre 1912 sur la recherche de la paternité. Il s'agit d'une loi morale, et par une association naturelle d'idées l'on pense au chantage.

L'article 3 de la loi porte :

Le paragraphe 2 de l'article 400 du Code pénal est complété par la disposition suivante : « La même peine pourra être appliquée par le tribunal civil saisi d'une demande en déclaration de paternité, au demandeur convaincu de mauvaise foi. L'interdiction de séjour pendant cinq ans au

---

1. *Actes du Congrès*, t. II, p. 681.

moins et dix ans au plus, dans un rayon déterminé, pourra en outre être prononcée dans ce dernier cas. »

Le remède est placé à côté du mal, la loi est doublée d'une autre, qui confie à un tribunal civil la répression d'un délit. C'est une mesure exceptionnelle (1) prise pour essayer de remédier aux inconvénients qui doivent résulter de l'application de la loi.

Une première raison de l'intérêt que nous prenons au chantage se trouve donc dans une tendance nouvelle à des lois moralisatrices.

Mais nous avons vu que cette tendance était commune à toutes les civilisations vieillissantes. L'action de *calumnia* d'Auguste peut se comparer à l'article 3 de la loi de 1912. Il faut donc chercher ailleurs la caractéristique du chantage actuel.

Il est curieux d'observer que tous les auteurs qui s'occupent de notre question parlent de la presse, à tel point qu'il peut sembler à les lire que la question du chantage soit liée à celle de la presse. Il n'en est rien. Quelques lettres dans une société resserrée comme la Cour de Louis XIV par exemple,

---

1. Le rapporteur au Sénat cite bien en dehors des délits d'audience, les articles 50 du Code civil, contravention aux dispositions relatives à la tenue des actes de l'état civil, et 103 du Code de procédure civile, omission ou contravention relevée dans un acte de procédure, qui investissent les tribunaux civils. Mais il n'y a aucun rapport entre ces articles, et l'article 3 du Code civil dont la partie est infiniment plus générale. *Journ. off.*, 10 mars 1910, annexes, p. 137.

devaient être plus efficaces qu'un article de tête dans un journal de nos jours. La presse est un moyen et voilà tout. Seulement il faut voir dans l'importance que les auteurs attribuent à ce moyen la marque de quelque chose de nouveau, dont la presse n'est que l'expression.

Ce quelque chose de nouveau c'est l'importance de jour en jour croissante de l'opinion. Pascal, sur la seule foi de son titre voulait « de bon cœur » voir le livre italien : *De l'opinion reine du monde*. C'est surtout dans une démocratie que l'opinion est la reine du monde. Montesquieu disait, que les monarchies sont fondées sur l'honneur, les Républiques sur la vertu, nos Républiques sont fondées sur la réputation. Nous vivons de la représentation des choses plutôt que des choses mêmes. Louis XIV tenait ses pouvoirs de Dieu, son autorité n'était donc pas ébranlée si on discutait ses capacités. Il n'en va pas ainsi d'un député de nos jours. Le point important pour lui est sa popularité. Il préfère passer pour... à être. Il peut avec avantage lâcher la proie de la réalité pour l'ombre de la réputation.

L'opinion prend un aspect redoutable quand elle s'appelle le crédit. Nos sociétés modernes diffèrent des anciennes : ce ne sont plus des sociétés politiques mais des sociétés économiques. Nous vivons du crédit, nous vidons nos tiroirs pour faire croire qu'ils sont pleins.

Voici donc la caractéristique nouvelle de notre société : le crédit. Il est aisé de voir dans ces conditions comment nous devons nécessairement nous intéresser au chantage. Faire chanter c'est menacer de révélations scandaleuses, c'est-à-dire menacer de diminuer la réputation, le crédit. Le chantage attaque donc le grand ressort même du mouvement social. Cela est aisé à voir lorsqu'une campagne de presse atteint le crédit d'un grand établissement financier. Les affaires en sont troublées, la nation même en est comme ébranlée.

Pour ce chantage nouveau le maître chanteur utilise la presse. Pour la grande guerre moderne il a recours aux armes modernes. Le chantage est devenu plus productif, il est devenu aussi beaucoup plus dangereux pour la société.

La loi pénale n'est pas le reflet de nos aspirations idéalistes, elle est la conséquence nécessaire d'une peur collective et d'un instinct social de défense. Prodicus, qui était sophiste, prétendait que les dieux étaient une invention des puissants pour se faire respecter. Pour protéger le crédit, nous pensons à éendre la loi sur le chantage, et comme le chantage se sert de la Presse une tendance se fait jour à limiter la liberté de la presse.

Mais si le chantage est une manière de jouer de l'opinion, il n'est pas la seule. La réclame s'oppose au chantage. A vrai dire c'est elle qui crée l'opi-

nion, qui est maîtresse du monde. Le chantage ne vient qu'en seconde ligne, et seulement quand il n'a pas recueilli sa part des bénéfices. Les conséquences de la réclame peuvent être funestes dans tous les domaines où, si elle réussit, elle peut nuire au bien du peuple. La loi, qui ne peut pas se désintéresser de l'opinion, doit donc tendre à limiter, au moins sur certains points, la réclame. Nous verrons sans doute un jour des lois sur la réclame pharmaceutique, mais la fortune publique étant plus importante que la santé des particuliers, nous observons dès à présent une tendance à réglementer la réclame, quand elle porte sur le crédit.

Citons à titre d'exemple : la proposition de loi de M. Paul Meunier, tendant à compléter l'article 405 : « Si l'escroc, dit-il, se borne à affirmer lui-même les avantages des titres qu'il rend, sans rien ajouter à son affirmation, quelle que soit l'audace de son mensonge et la publicité qu'il lui donne, il n'est pas punissable. C'est cette lacune déplorable que nous proposons de combler par notre proposition de loi » (1).

Citons encore, le projet de loi de MM. L-S. Klotz et Briand « ayant pour objet de défendre de l'épargne par une réglementation des mesures de publicité qui doivent être observées avant l'émission, l'offre, la mise en vente, l'introduction sur le marché en France

---

1. N° 3. 157, session 1910.

d'actions, d'obligation de parts ou de tous titres, de quelque nature qu'ils soient, autres que le fonds de l'État français » (1).

Nous devons enfin noter la création en 1912, au Parquet de la Seine, d'une section nouvelle chargée de centraliser les renseignements relatifs aux sociétés financières.

Organiser le crédit est une des préoccupations principales de tout gouvernement moderne, et cette organisation comprend deux aspects : réprimer le chantage réglementer la réclame. Nous n'avons pas à étudier les difficultés d'une semblable entreprise. Il nous suffit d'avoir essayé de montrer la caractéristique nouvelle du chantage et l'importance qui en résultait pour ce délit.

---

1. N° 2209, Annexe du procès-verbal de la séance du 5 novembre 1912. — Cf. au Sénat, année 1912, n° 58, proposition de loi tendant à interdire à certains condamnés de droit commun la participation à des entreprises faisant appel à l'épargne ou au crédit.

---

Vu : le Doyen,  
LARNAUDE

Vu : le Président de la thèse,

LE POITTEVIN

Vu et permis d'imprimer :  
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,  
L. LIARD

## BIBLIOGRAPHIE

---

### ENCYCLOPÉDIES ET REVUES

Archives d'anthropologie criminelle, n° du 15 novembre 1900.

Bulletin des arrêts de la Cour de cassation, rendus en matière criminelle : 1812, n° 120 ; 1827, n° 435 ; 1835, n° 435 ; 1856, n° 120 ; 1864, n° 5 ; 1880, n° 75 ; 1883, n° 84 ; 1886, n° 376 ; 1890, n° 25.

*Dalloz.* — Code pénal annoté, art. 400, p. 699.

— Supplément au Code pénal annoté, art. 400, p. 244:

— Répertoire de jurisprudence, v° Vol et escroquerie, p. 1233, n°s 617 et suivants.

— Supplément au répertoire, v° Vol et escroquerie, p. 671, n°s 88 et suivants.

*Duvergier.* — Lois et décrets, année 1863.

*Fuzier-Hermann.* — Répertoire général alphabétique de droit français, t. X, p. 123, v° Chantage.

Gazette des Tribunaux, n° du 27 janvier 1893, p. 92.

Gazette des Tribunaux du Midi, n° du 6 décembre 1890.

Journal du Droit criminel, année 1867, n° 8489.

Journal du Palais, passim.

Moniteur universel, n°s des 7 et 15 mars 1863, 11, 12, 15, 19 avril 1863.

Pandectes françaises. — Nouveau répertoire de doctrine, de

- législation et de jurisprudence, t. XV, p. 637, v°  
Chantage.
- Revue critique de législation, année 1884, p. 67 ; année 1897  
(2<sup>e</sup> série), p. 29 et 586.
- Revue des Deux-Mondes, année 1887, p. 1887, p. 664.
- Revue pénitentiaire (Bulletin de la Société des Prisons, année  
1900, p. 1199).
- Revue trimestrielle de Droit civil, n° 1, janvier 1902, p. 118.  
*Sirey*. — Recueil général des lois et arrêts, passim.

#### OUVRAGES GÉNÉRAUX

- Aubry et Rau*. — Cours de Dr. civil français, d'après la  
méthode de Zachariæ, t. IV, 4<sup>e</sup> éd. Paris, 1871.
- Blanche et Dutruc*. — Études pratiques sur le Code pénal  
(2<sup>e</sup> éd. Paris, 1888-1891, 7 vol.), 45, art. 400, p. 62,  
n° 71.
- Bourguignon*. — Jurisprudence des Codes criminels (Paris,  
1825, 3 vol.), 43, p. 365 et 420.
- Bufnoir*. — Propriété et contrat (Bulletin de la Société  
d'études législatives, année 1905, n° 4, p. 324).
- Carnot*. — Commentaire du Code pénal. Paris, 1836.
- Casati*. — Code pénal commenté, art. 400. Paris, 1890-1891.
- Chassan*. — Délits et contraventions de la parole, 2<sup>e</sup> éd.  
Paris, 1846.
- Chauveau, F. Hélie et Villey*. — Théorie du Code pénal  
(6<sup>e</sup> éd. Paris, 1887-1888, 6 vol.), t. V, art. 400, p. 304,  
n°s 2131 et suiv.
- Desjardins*. — Traité du vol. Paris, 1881, p. 78.
- Demante*. — Cours analytique du Code Napoléon, continué  
par Colmet de Santerre, t. V. Paris, 1865.
- Demolande*. — Traité des obligations, t. XXIV, 2<sup>e</sup> éd. Paris,  
1870.

- Dictionnaire de la Conversation et de la Lecture, t. V, 1<sup>o</sup> Chantage. Paris, 1870.
- Digeste, I, 12, t. 5, I, 1, § 3. — I, L., t. 17, I, 55. — I, L., t. 17, I, 151.
- Donat. — Lois civiles, liv. I, t. I. Paris, 1767.
- Fabreguettes. — Traité des délits politiques et des infractions par la parole, l'écriture et la presse (Paris, 1901, 2 vol.), p. 613 et suiv.
- Garçon. — La Loi des récidivistes. Paris, 1885.
- Garraud. — Traité théorique et pratique du Droit pénal français (2<sup>e</sup> éd., Paris, 1901), p. 515, n<sup>os</sup> 2223 et suiv.
- Girard. — Manuel élémentaire de Droit romain (3<sup>e</sup> éd., Paris, 1901), p. 413.
- Haus. — Principes généraux du Droit pénal belge, p. 497, n<sup>os</sup> 645 et 646.
- Jousse. — Traité de la Justice criminelle de France (Paris, 1771, 4 vol.), t. IV, p. 176, n<sup>os</sup> 24 et 221, n<sup>o</sup> 124.
- Larombière. — Théorie et pratique des obligations, t. I. Paris, 1857.
- Laurent. — Principes de Droit civil fr., 3<sup>e</sup> éd., t. XVI, Bruxelles. Paris, 1878.
- Leclerc. — Des journaux chez les Romains, p. 179.
- Locré. — Législation civile, t. VI. Paris, 1829.
- Merlin. — Répertoire universel et raisonné, v<sup>o</sup> Cause des obligations. Paris, 1812.
- Molinier et Vidal. — Traité théorique et pratique du Droit pénal (Paris, 1893, 2 vol.), t. II, p. 95, 366 et 396.
- Morin. — Dictionnaire du Droit criminel. Paris, 1842, p. 310, v<sup>o</sup> Extorsion.
- Muzart de Vouglans. — Les Lois criminelles de France. Paris, 1780, p. 292.
- Ortolan. — Éléments de Droit pénal (Paris, 1886, 2 vol.), t. I, n<sup>os</sup> 1001 et s., p. 453.
- Pellerin. — Commentaire de la loi des 18 avril-13 mai 1863. Paris, 1863.

*Planiol.* — Traité élémentaire de Dr. civil, 3<sup>e</sup> éd., Paris, 1905.

*Le Poittevin.* — Traité de la Presse (Paris, 1902-1903, 3 vol.), t. II, p. 240 à 260.

*Pont.* — Des petits contrats, t. I, n<sup>o</sup> 663. Paris, 1867.

*Pothier.* — Traité des obligations, n<sup>o</sup> 42, édit. Bugnet, t. II. Paris, 1848.

*Rauter.* — Traité théorique et pratique de Dr. criminel français (Paris, 1836, 2 vol.), t. I, p. 298; t. II, p. 131.

*Tarde.* — Études pénales et sociales. Lyon, 1892, p. 236.

*Toullier.* — Dr. civil français, t. VI. Paris, 1830.

*Vidal (G.).* — Cours de Dr. criminel et de Science pénitentiaire (Paris, 1902, 2<sup>e</sup> édit.), p. 293 et 294.

Recueil des principales ordonnances, édits et déclarations, sur les crimes et délits. Paris, 1775, 2<sup>e</sup> édition.

*Bonhomme.* — Du Chantage. Angers, 1906.

*Delpy.* — Discours sur le Chantage, rapporté dans la Gazette des Tribunaux du 23 octobre 1895.

*Douzans.* — Du Délit de chantage. Toulouse, 1903.

*Malvezzy.* — Du Crime d'extorsion et du délit de chantage. Paris, 1896.

*Tarde.* — Rapport sur le chantage, au Congrès pénitentiaire international de Bruxelles tenu en 1900 (Actes du Congrès. Bruxelles, 1901).

---

## TABLE DES MATIÈRES

---

|                   |            |
|-------------------|------------|
| INTRODUCTION..... | Pages<br>5 |
|-------------------|------------|

### CHAPITRE PREMIER

|                          |   |
|--------------------------|---|
| Le Chantage à Rome ..... | 9 |
|--------------------------|---|

La répression de la diffamation à Rome, deux procès en diffamation célèbres, répression de certaines menaces. — Lois à tendances politiques et lois à tendance morale. — La procédure de l'accusation et le chantage, les délateurs. — La *calumnia*, la *prævaricatio*, la *tergiversatio*.

### CHAPITRE II

|                                       |    |
|---------------------------------------|----|
| Le Chantage sous l'ancien Régime..... | 25 |
|---------------------------------------|----|

I. — L'Arétin. — Le chantage et l'affaire des poisons. — La Voisin et Penautier, Dubuisson et Samuel Bernard. — Théveneau de Morande. — Guillaume Angelucci. — Le chevalier de La Morlière.

II. — La répression de la dénonciation calomnieuse. — La diffamation et l'extorsion.

CHAPITRE III

|                                                                                     |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------|----|
| De la Révolution à la loi de 1863. — Le principe <i>Nulla poena sine lege</i> ..... | 45 |
|-------------------------------------------------------------------------------------|----|

La doctrine et l'article 400... — La jurisprudence, le chantage est-il un vol ?

La jurisprudence et l'article 405. — Les manœuvres frauduleuses. — La crainte, l'événement chimérique. La tentative.

CHAPITRE IV

|                            |    |
|----------------------------|----|
| La loi du 13 mai 1863..... | 73 |
|----------------------------|----|

L'affaire du forçat. — L'opposition de Jules Favre, de M. Picard.

CHAPITRE V

|                                      |    |
|--------------------------------------|----|
| L'application de la loi de 1863..... | 85 |
|--------------------------------------|----|

I. — Les quatre éléments du délit. — Les Menaces de l'article 400 et le chapitre des Menaces du Code pénal. — La Jurisprudence et les menaces.

II. — Révélations ou imputations diffamatoires. — La Révélation. — La Menace doit être antérieure à la révélation.

III. — La Cupidité illégitime et la mauvaise foi. — La Circulaire ministérielle du 30 mai 1863. — La Bonne foi.

IV. — Remise de fonds ou valeurs, ou signature, ou remise de certains écrits limitativement énumérés.

V. — Modifications proposées à la loi de 1863.

|                  |     |
|------------------|-----|
| CONCLUSIONS..... | 121 |
|------------------|-----|

|                    |     |
|--------------------|-----|
| BIBLIOGRAPHIE..... | 131 |
|--------------------|-----|

## ERRATA

---

Page 13, ligne 22, *au lieu de* : s'estimant pour outragé, *lire* : s'estima un jour outragé.

Page 14, ligne 6, *au lieu de* : lecere nominari, *lire* : licere nominari.

Page 14, ligne 11, *au lieu de* : condemnavit, *lire* : condemnavit.

Page 16, ligne 12, *au lieu de* : loi de Ambitie, *lire* : loi de Ambitu.

Page 16, ligne 24, *au lieu de* : lorsque nous aurons, *lire* : lois que nous aurons.

Page 19, ligne 25, *au lieu de* : Domitius Agri, *lire* : Domitius Afer.

Page 29, ligne 12, *au lieu de* : le comte de Ganilly, *lire* : le comte de Gassilly.

Page 29, ligne 25, *au lieu de* : la princesse de Tinguy, *lire* : la princesse de Tingry.

Page 39, ligne 17, *au lieu de* : non par poursuite, *lire* : non par pension.

Page 39, note, *au lieu de* : Fluveneau, *lire* : Théveneau.

Page 49, ligne 1, *au lieu de* : l'arbitraire du juge et se méfiait, *lire* : l'arbitraire du juge on se méfiait.

Page 54, ligne 17, *au lieu de* : le chef-d'œuvre était intéressant, *lire* : le chef d'usure était intéressant.

Page 56, ligne 24, *au lieu de* : elle ne crut pas, *lire* : elle ne veut pas.

Page 61, ligne 9, *au lieu de* : Cette question ne semble n'avoir, *lire* : Cette question semble n'avoir.

Page 61, ligne 12, *au lieu de* : un arrêt que le contredit constatant simplement, *lire* : un arrêt qui les contredit constatent simplement.

Page 61, ligne 20, *au lieu de* : ce mot manœuvre n'a pas, *lire* : ce mot manœuvre n'avait pas.

Page 67, ligne 21, *au lieu de* : d'une dame qui, à titre de débitrice, *lire* : d'une dame à qui sa débitrice.

Page 69, ligne 5, *au lieu de* : (la Cour d'assises), *lire* : (la Cour d'Amiens).

Page 74, ligne 8, *au lieu de* : et il s'accompagne souvent de réflexions, *lire* : et il accompagne son récit des réflexions.

Page 77, ligne 15, *au lieu de* : tout en le considérant punissable, *lire* : tout en le considérant comme punissable.

Page 80, ligne 12, *au lieu de* : relever les fautes cachées, *lire* : révéler les fautes cachées.

Page 88, ligne 13, *au lieu de* : les différentes mesures, *lire* : les différentes menaces.

Page 90, ligne 23, *au lieu de* : la cupidité n'est pas de son essence bien que le Code pénal, *lire* : la cupidité n'est pas de son essence si bien que le Code pénal l'a rangée.

#### BIBLIOGRAPHIE

Page 132, ligne 9, *au-dessous de* : Sirey, Recueil général des lois et arrêts, *ajouter* : E. Garçon, Code pénal annoté (dans collection des Codes annotés Sirey) art. 400, t. I, p. 126.

Page 132, ligne 18, *lire* : Bufnoir, Propriété et Contrat.

Page 132, ligne 30, *au lieu de* : Demolande, *lire* : Demolombe.

Page 133, ligne 5, *au lieu de* : Donat, *lire* : Domat.

Page 133, ligne 30, *au lieu de* : Muzat de Vouglans, *lire* : Muyart de Vouglans.

---



